

3

DISCOURS DE JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

8

DISCOURS DE MANUEL VALLS

16

COMPTES-RENDUS DES DÉBATS



VERS UNE NOUVELLE ALLIANCE POPULAIRE

Près de 4000 participants, des débats de qualité, l'édition 2015 de l'université d'été de La Rochelle a tenu ses promesses. À peine trois mois avant la Cop 21, le parti socialiste a affiché ses convictions : la social-écologie est le seul moyen de préserver la planète tout en assurant un meilleur partage des richesses. Les débats ont également porté sur la préservation et la valorisation de la République, indispensable au vivre ensemble. Mais cette rentrée politique était aussi l'occasion de lancer un appel à l'unité de la gauche, et de donner le coup d'envoi de la campagne pour les régionales.

AG
EN
DA

19 septembre 2015
Conseil national

24 septembre 2015
*Entretiens
de Solférino*

« LA SOCIAL-ÉCOLOGIE, C'EST NOTRE DRAPEAU »



Merci camarades, merci chers amis. L'université d'été de La Rochelle a été un grand crû. Non seulement parce que nous avons bien accueilli dans ta très belle ville, mon cher Jean-François, beaucoup de participation, mais cette édition fut exceptionnelle, d'une excellente qualité à tous égards, affluence record, débats féconds, positions fortes. Je voudrais dans mon avant-propos, remercier les militants, les sympathisants, vous avez été fort nombreux et enthousiastes, patients, parfois impertinents. Les bénévoles, tous les services du parti et bien sûr le service d'ordre que vous pouvez applaudir.

D'ailleurs, vous faites bien de l'applaudir, parce que le responsable du service d'ordre, vous ne le savez peut-être pas, s'appelle Jaurès. Quand je suis arrivé au parti, il y a un an, un membre du service d'ordre me dit : il y a Jaurès qui t'appelle ! Je dis : tu es sûr ? Il me répond : oui. Mais il appelle qui ? O'Malley, parce que c'est mon pseudo. Bienvenue au Parti so-

cialiste, donc Jaurès appelle les aristochats. Nous sommes des militants, mais nous sommes aussi fraternels et conviviaux. Un grand merci, ça a été fait par David, ce qui me permet de passer ce moment important du remerciement des présents lors de notre université.

Permettez-moi quand même de saluer Cyril Chappet, le Premier secrétaire de notre fédération de Charente maritime. Je vois Didier Guillaume, Bruno Le Roux a dû nous quitter et Pervenche Bérès qui dirige nos groupes à l'Assemblée nationale, au Sénat, au Parlement européen. Un salut amical à l'ensemble des ministres qui ont mis, moi aussi, de côté le protocole pour se fondre dans le collectif militant de l'université d'été. Et je voudrais que vous fassiez une ovation à un ministre qui aujourd'hui est au cœur du combat politique, qui mène avec intelligence, avec détermination, la bataille pour défendre notre agriculture, je voudrais parler de Stéphane Le Foll. N'en faites pas trop... Il est timide.

Enfin, une dédicace particulière à toi, Manuel. Nous connaissons la difficulté de la tâche qui est la tienne, et qui fut celle de Jean-Marc Ayrault. Nous connaissons ta passion pour la République et, crois-moi, nous apprécions ta détermination ouverte dans la mise en œuvre de l'action collective. D'ailleurs, j'ai lu hier dans un quotidien du soir que tu étais déjà désigné par la presse comme le futur Premier secrétaire du Parti socialiste, c'est dire ton talent !

Mes chers amis, mes chers camarades, permettez-moi d'adresser en votre nom à toutes et à tous, un signe amical au président de la République, pour son action, la France est de retour !

Chers amis, chers camarades, la précédente université s'était déroulée dans une rentrée plus sportive que celle-ci. Si vous vous souvenez, quelques ministres avaient quitté le gouvernement, un ministre avait oublié de payer ses impôts, un livre

venait de bousculer le président, nos résultats demandaient persévérance, et les socialistes préparaient un congrès, cocktail obligatoirement explosif. Mais, mes chers camarades, nous avons surmonté tout cela et nous avons eu un très beau et très grand congrès qui nous a permis de définir notre orientation et de nous rassembler.

Cette année, la rentrée est marquée par la gravité, la gravité que les Français ressentent, la gravité des événements qui se déroulent sous nos yeux et sur notre sol bien souvent. Le premier événement, nous l'avons tous en tête, c'est celui du terrorisme. Nous savons que beaucoup est fait pour éviter que des hommes ou des femmes en tuent d'autres sur notre territoire. Nous savons que ceux qui commanditent ces attentats veulent porter la terreur au sein de la vie quotidienne des populations d'Europe. Nous savons qu'il s'agit de tuer, de mutiler, de répandre le sang pour mieux permettre que les uns et les autres s'animent de haine. Eh bien, nous savons la vigilance non seulement du ministre de l'Intérieur, mais de ses services, nous savons comment la France fait face à ces tentatives d'attaques sur notre sol.

Mais ce qui est remarquable, et qui doit être remarqué, c'est l'attitude des Français, la manière dont ils se comportent à chaque fois, parfois courageux, mais toujours dignes, faisant face, refusant de sombrer dans l'anathème ou dans la haine. Oui, nous allons vivre des époques difficiles parce que ces problèmes ne sont pas derrière nous, ils sont encore devant nous. Et s'il y a une gravité dans cette situation, il n'est pas anormal que le Parti socialiste soit à l'aune de cette gravité, soit à la hauteur de ces enjeux. Les Français dans ces événements nous regardent, et ils doivent voir dans les socialistes une formation qui est debout, qui fait front, qui est capable de les rassurer, de leur dire qu'il y a là, au gouvernement, mais aussi au niveau du Parti socialiste, des hommes et des femmes qui vont défendre ce que nous voulons que soit la France.

Gravité parce que jour après jour, sur nos écrans de télévision, et parfois dans nos rues, jour après jour, nous voyons ces hommes et ces femmes, et ces enfants, qui se mettent en marche pour espérer, pour souhaiter obtenir un peu d'hospitalité. Ils se mettent en marche des frontières de la Syrie ou du sud de l'Afrique, parce qu'ils cherchent un peu d'espoir, ils

se mettent en marche parce qu'ils voudraient échapper au destin qu'on leur fait vivre, celui de la guerre, celui de la famine, ou tout autre exaction. Ils se mettent en marche, passent des frontières, se glissent sous les barbelés, et parfois meurent dans un camion. Et dans ce moment poignant, oui, il faut savoir que lorsqu'un enfant sanglote sur le bord de la route, c'est l'ensemble de l'humanité qui pleure.

“
**NOTRE PREMIER
RÉFLEXE, QUAND
ON VOIT CES GENS
ARRIVER VERS NOUS,
C'EST DE LEUR TENDRE
LA MAIN, C'EST DE LA
FRATERNITÉ HUMAINE,
C'EST DE L'ACCUEIL.**
”

Il faut savoir que nous ne resterons pas indifférents à leur situation. Oui, nous, notre premier réflexe, notre première suggestion, quand on voit ces gens arriver vers nous, c'est de leur tendre la main, c'est la fraternité humaine, c'est la capacité de les entendre, c'est l'accueil. C'est le premier réflexe, et c'est un réflexe courageux parce que nous savons tous que ce mouvement est instrumentalisé pour développer la haine. Mais nous, nous voulons faire face, nous voulons accueillir, nous voulons reconforter.

Et puis, évidemment, ceux qui demandent le droit d'asile dans le cadre de nos droits pourront être reçus, et ceux qui viennent pour des raisons économiques, ne pourront pas le faire. Mais la question posée, c'est celle de la dignité, celle de la manière dont nous répondons à cette question, et je vous le dis chers amis, chers camarades, je suis très fier d'avoir vu le président de la République aller voir madame Merkel et proposer que l'ensemble de l'Europe soit dans une position d'accueil par rapport à l'ensemble.

Mais si nous voulons traiter ce problème à la racine, il faut bien sûr la paix dans les pays d'origines. Et nous savons que ce n'est pas si simple que cela. Si nous voulons traiter ce problème à la racine, il n'y a pas comme objectif, il ne peut pas y avoir comme objectif de dresser des murs, souvent de papier, contre des gens qui se mettent en mouvement. Il faut être en capacité de mettre en place ce

que nous avons proposé au congrès de Poitiers, c'est-à-dire une grande conférence mondiale du type de celle que nous allons avoir dans quelques semaines sur le défi climatique, et si nous pouvons nous réunir dans le monde ou en Europe sur la question essentielle du défi climatique, pourquoi nous ne pourrions pas nous réunir en Europe et dans le monde pour traiter clairement ensemble toute l'humanité, traiter le problème du mouvement des réfugiés qui viennent, pas simplement en Europe, mais dans l'ensemble du monde ? Voilà la position du Parti socialiste !

Chers amis, chers camarades, de la gravité parce que dans quelques semaines, sera organisé à Paris le sommet Climat. C'est un élément et un événement essentiel. Essentiel à aussi pour l'humanité, car les enjeux sont déterminants, il s'agit là, pour le coup, oui, d'un changement de civilisation, de manière de produire, de consommer. C'est l'équivalent de ce qu'on appelait la révolution de l'immatériel, cette manière nouvelle de produire qui cause tant de dégâts dans nos industries, mais qui est la situation actuelle de l'économie.

Ce sommet est indispensable, et le fait que le premier jour où le président de la République est devenu président, nous avons fait acte de candidature à l'initiative de Laurent Fabius pour que cette conférence se tienne à Paris, démontre de notre vision et de notre détermination. Et je suis à peu près persuadé que ce sommet sera une réussite, et elle est due, évidemment, à des prises de conscience, mais aussi à la politique diplomatique menée par Laurent Fabius et par François Hollande qui ont sensibilisé partout l'ensemble des décideurs. Quand nous voyons Barack Obama dire : nous sommes la dernière génération qui peut agir, eh bien nous disons avec lui : nous sommes d'accord, il faut agir maintenant, à Paris. Et quand nous voyons le président chinois qui prend lui aussi position sur le sujet et veut que le sommet de Paris soit une réussite, ou que nous connaissons la prise de position collective de l'ensemble des pays de l'Europe, nous voyons bien qu'il y a là un mouvement qui s'enclenche et que Paris est au cœur de ce mouvement qui touche l'ensemble de l'humanité, et qu'à Paris, ce sont les socialistes qui ont été à l'avant-garde de ce combat pour faire en sorte que les générations à venir puissent vivre dignement sur notre planète et que nous soyons capables d'écologiser la planète.

La question écologique, pas simplement produit du sommet de Paris pour le climat, mais parce que c'est devenu une question importante pour les socialistes, déterminante pour les socialistes, c'est la raison pour laquelle nous nous sommes portés candidats. La question écologique est devenue une question essentielle de notre combat. Au siècle dernier, les socialistes ont été de tous les combats pour domestiquer le capitalisme sauvage, pour offrir dans des luttes et dans des interventions par la loi ou par la lutte, des droits sociaux. La bataille aujourd'hui, dans notre siècle, c'est la bataille pour les droits vitaux, et les socialistes doivent être à l'avant-garde de ce combat. Oui, la social-écologie, c'est notre drapeau. Oui, nous avons hissé l'écologie au niveau de ce qui était notre ADN, à savoir la question sociale. Oui, maintenant, sur toutes les questions, que ce soit budgétaires, de campagne

“
**MAINTENANT,
SUR TOUTES LES
QUESTIONS, IL Y AURA
DEUX PILIERS DU
SOCIALISME FRANÇAIS,
LA QUESTION SOCIALE
ET LA QUESTION
ÉCOLOGIQUE, PARCE
QUE LES DEUX SONT
LIÉES, ET QUE NOUS
VOULONS DÉFENDRE
LES DEUX.**”

pour des élections régionales ou pour des élections présidentielles ou législatives, il y aura les deux piliers du socialisme français, la question sociale et la question écologique, parce que les deux sont liées, et que nous voulons défendre les deux.

Chers amis, chers camarades, la gravité de la situation devrait m'amener à parler de l'Europe, sinon Pervenche Bérès ne serait pas contente, mais je voudrais parler plutôt de la situation économique. Les Français perçoivent ce qui s'est passé il y a quelques jours sur les bourses asiatiques, et ils se demandent à l'évidence si ceci pourrait avoir des conséquences, par rapport aux efforts qu'ils ont fait et à la politique menée par le gouvernement.

Aujourd'hui, la situation économique est améliorée. Nous ne pouvons pas faire comme s'il n'y avait rien qui s'était passé. Oui, la croissance, pas

au niveau souhaité, mais déjà est là, mon cher Michel. Oui, le chômage n'est pas encore descendu, mais il y a les premiers signes qui arrivent. Oui, l'investissement. Oui, la construction ou la mise en place de nouvelles entreprises. Oui, le commerce extérieur. Tout ceci sont des signes qui font et qui dénotent d'une amélioration de la situation. Nous le savons tous, même si certains peuvent avoir des appréciations sur la manière dont on devrait se diriger.

Il y a une amélioration de la situation économique, et si les socialistes ne le disent pas, qui le dira ? Alors nous le disons. Ce n'est pas tout à fait ce que nous voulons, mais c'est déjà un mouvement vers ce que nous souhaitons. Et, mes chers amis et mes chers camarades, dans ce mouvement-là, le Parti socialiste dialogue avec le gouvernement. Alors j'ai vu que le Parti socialiste, adoptant une résolution dans son bureau national, certains esprits chagrin s'étaient offusqués que le Parti socialiste ait tenté de faire synthèse et indiqué au pays ce qu'il pensait de la situation. Certains s'étaient offusqués que le Parti socialiste mette dans une résolution noir sur blanc ce que les militants avaient eux-mêmes voté. Mais je dois dire que si le débat n'est pas terminé avec le gouvernement, il y a des avancées que je voudrais souligner, même si nous restons, comme il se doit, dans une discussion entre amis, sur les positions que nous avons adoptées. Quand je vois que le gouvernement a décidé de continuer la baisse des impôts telle que nous l'avons initiée aujourd'hui, parce qu'il ne faudrait quand même pas oublier que les impôts baissent en ce moment, que nos compatriotes reçoivent leur feuille d'impôt, et ce n'est pas la baisse d'impôt qui va intervenir, mais celle qui est intervenue, et ce que nous discutons, c'est la prochaine baisse d'impôts. Quand on parle du pouvoir d'achat, c'est un premier pas, et quand on parle de la réforme fiscale, la décision de l'impôt à la source est un élément qui doit permettre d'y aller, le Parti socialiste restant sur ce sujet sur sa position.

Et quand le Premier ministre vient à La Rochelle, discute avec les élus, leur fait un certain nombre de propositions pour soutenir l'investissement public, pourquoi voulez-vous que le Premier secrétaire et les socialistes soient mécontents de ces annonces ? Non. Il reste, j'ai bien compris, un débat sur le périmètre, l'organisation du pacte de responsabilité, mais on peut en discuter.

Ceci dit, je voudrais faire passer un message : le Parti socialiste va s'exprimer. Prenez-en l'habitude. Il va s'exprimer sur tous les sujets. Il est un partenaire du gouvernement, ce n'est pas un partenaire junior. Le Parti socialiste a débattu dans son congrès d'un certain nombre de positions, et il compte bien dans le débat politique les affirmer, même si, à l'évidence, sous la V^e République, la prééminence de l'exécutif est importante. Mais le Parti socialiste est là, et il veut faire œuvre utile, il veut faire en sorte que non seulement les socialistes, mais les hommes et les femmes de gauche, sachent qu'on discute dans le Parti socialiste, qu'on a des positions, qu'on les défend, mais qu'on est aussi responsables pour l'ensemble des autres. Alors mes chers camarades, comment se fait-il que, si la France va économiquement mieux, que les Français ne le perçoivent pas encore ? La France va économiquement mieux mais elle ne s'en rend pas compte parce que politiquement, elle va mal. Politiquement, elle va mal. Pourquoi ? Parce que la droite s'extrémisme, l'extrême droite se banalise, car ce qui est en jeu, c'est un nouveau bloc électoral. Aujourd'hui, l'extrémisation de la droite classique, la banalisation de l'extrême droite est due à une course poursuite, à une

“
**IL Y A UNE
AMÉLIORATION
DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE.
SI LES SOCIALISTES
NE LE DISENT PAS,
QUI LE DIRA ?**”

compétition pour un espace électoral qui s'est constitué au fil du temps à un niveau inégalé en France, qui a pour vecteur la hantise de l'islam, l'europhobie et la construction européenne. Mais, disons-là aussi, la socialophobie et les prises de positions toujours répétées contre le Parti socialiste et son gouvernement.

Il y a une volonté menée par Nicolas Sarkozy de son côté, Philippot-Le Pen de l'autre. Il y a une volonté de banaliser cette formation d'extrême droite pour tenter une OPA sur cette base électorale, pour faire en sorte que le plafond de verre qu'a atteint le Front national tombe. Et que cette formation politique puisse fondre sur cet électorat. Et de l'autre côté, Nicolas Sarkozy, le grand responsable de la

banalisation du Front national, Nicolas Sarkozy espère, estime, souhaite poser sa candidature dans le débat interne de sa formation politique, sur cet électorat-là. Et vous avez vu cet été ce qu'il a pu déclarer, c'est qu'il fallait parler vrai pour pouvoir répondre et discuter avec ces hommes et ces femmes qui sont dans l'extrémisation. Mais pour Nicolas Sarkozy, parler vrai, c'est parler front, c'est être capable de prendre les mots, les attitudes, l'orientation des dirigeants frontistes. Et vous remarquerez qu'il fait beaucoup d'émules.

La deuxième raison, c'est que la droite est sans boussole. Un jour, elle pense avec la tête de Philippot s'exprimant dans la bouche de Ciotti, elle veut ouvrir des Guantanamo sur tout le territoire. Un jour, elle pense avec la tête de Thatcher, s'exprimant dans la bouche de messieurs Wœrth et Fillon, elle propose de prendre aux pauvres pour donner aux plus riches. Quant à monsieur Juppé, il pense avec la tête de Claude François. Eh oui, je suis le mal aimé...

À la défense : vous aurez un meilleur budget. Aux entreprises : on fera plus d'efforts. Aux salariés : vous serez mieux payés. À l'Europe : il n'y aura pas de déficit. Et aux Français : on baissera vos impôts.

Mes chers camarades, si Juppé pense à la présidentielle le matin en se rasant, il rase gratis. J'en rajoute un dans cette bande, c'est Dupont-Aignan, le petit dernier qui... Au fait, je voudrais dire un mot à Jean-Pierre. Jean-Pierre, Chevènement bien sûr, qu'est-ce que tu fais là-bas ? Jean-Pierre, reviens-nous, tu vas attraper froid. Mais Dupont-Aignan a trouvé, lui, la formule pour essayer d'unifier, parce qu'ils sont tous en compétition, il vient de lancer l'idée d'une grande pétition pour proposer un référendum sur le rétablissement des frontières en Europe.

Vous voyez bien ce qui se prépare, que ce qui est en train de mûrir, que ce qui existe là, c'est une France dont nous ne voulons pas, et dont on pense que la majorité des Français ne veulent pas. C'est une France extrémiste, fermée, et pour tout dire, bien souvent xénophobe. C'est une France incapable de s'ouvrir sur les défis de notre époque, c'est une France qui ne pense pas écologie, qui ne pense pas Europe, qui ne pense pas monde, mais qui pense la préservation de petits intérêts dans de petits coins. Cette France réactionnaire, elle est à l'œuvre, elle est puissante, elle est là, elle est présente, elle ne demande

qu'à s'exprimer chaque moment et chaque jour.

Alors face à cette France-là, le rôle, l'importance de la gauche, c'est de s'unir. Et pourtant, nous sommes confrontés à une très grande fragmentation. La fragmentation de la gauche est incroyable, je dirais même que c'est une période historique du point de vue de sa fragmentation. Partout où vous vous tournez, quand vous regardez les formations politiques, de l'extrême gauche ou du centre gauche, elles sont toutes confrontées à la fragmentation. Et nos amis écologistes n'y ont pas échappé. Hier encore, le patron du groupe au Sénat, à l'Assemblée nationale, ont claqué la porte. Il y a une raison à cela mes camarades, c'est qu'il y a le refus bien souvent dans les formations de penser l'avenir clairement, ensemble, au niveau de l'ensemble de la gauche. Il y a le refus de penser une gauche présente et souvent l'idée de défendre une gauche du passé.

“
**POLITIQUEMENT,
LA FRANCE VA MAL.
PARCE QUE LA
DROITE S'EXTRÉMISE,
L'EXTRÊME DROITE SE
BANALISE.
CE QUI EST EN JEU,
C'EST UN NOUVEAU
BLOC ÉLECTORAL.**
”

Mais, mes chers camarades, il y a une autre chose que je voudrais dénoncer. Moi, je comprends que l'on puisse, quand on est écologiste, s'offusquer de voir que dans un certain nombre de régions, précisément celles où il y a un risque frontiste, nos amis écologistes qui gouvernent les régions avec nous, qui savent que nous travaillons ensemble avec Hulot et d'autres à la COP21, qui ont voté le texte de Ségolène Royal, eh bien nos amis écologistes tournent le dos à l'alliance avec les socialistes. C'est leur droit, l'autonomie et leur choix, encore que je leur dirais que c'est faire un pied de nez à Voynet, Blandin, ceux qui ont inventé l'écologisme dans une alliance avec le Parti socialiste et la gauche !

Mais, mes amis, mes chers camarades, ceci est encore gérable parce que je suis persuadé que ceux qui sont dans l'autonomie et qui font fausse route parce qu'ils affaiblissent

la gauche, et donc le combat écologiste, je suis persuadé qu'au deuxième tour des élections régionales, nous nous retrouverons. Mais, mes chers camarades, ce n'est pas de ça dont il s'agit. C'est que dans un certain nombre de régions, l'alliance se fait avec d'autres. Et l'alliance se fait avec le Parti de Gauche. C'est leur droit. Mais quelle est la logique du Parti de Gauche ? Indépendamment des errements actuels sur l'euro, qui conduit l'un de leurs membres à proposer une alliance avec le Front national sur le sujet. Mais laissons ça de côté. Qu'est-ce qui se passe ? Vous avez le droit de défendre Jean-Luc Mélenchon mes camarades, mais ici, on est au Parti socialiste. Mais, mes chers camarades, moi, ce que je n'accepte pas, la compétition entre les formations politiques de gauche ne me pose aucun problème, même si elle affaiblit globalement la gauche, mais ce que je ne peux pas accepter, c'est quand on dit qu'on ne votera pas pour le parti de gauche le mieux placé, si je puis dire. Non. Ça, on ne peut pas l'accepter. C'est une remise en cause, non seulement à ce que la gauche a mis en place depuis le congrès d'Epinais, François Mitterrand, mais c'est une remise en cause du désistement républicain qui a existé depuis le début même de la République, et quand on est confronté au Front national, on ne plaisante pas avec ça. On ne plaisante pas avec ça !

Alors mes chers camarades, il faut lutter contre la fragmentation. Mais ça dépend aussi de notre attitude. Chers camarades, ne tombons pas dans tous les pièges tendus par les médias. Hier, dans l'ancien temps, on disait de tel ou tel militant ouvrier qui en faisait un peu trop : reine d'un jour. Mais là, avec le buzz aujourd'hui, c'est reine d'une heure. Mais derrière l'écume du buzz, il y a le peuple de gauche, et c'est à lui qu'il faut parler. Et si vous êtes extrêmement pertinents dans vos formules, celles que vous postez sur les réseaux sociaux, utilisez votre talent contre la droite et l'extrême droite.

Mes chers camarades, le Parti socialiste a sa responsabilité. Cette responsabilité, elle est historique. Vous savez, nous avons dit dans nos textes, je ne suis pas sûr que tout le monde ait vu, ait voulu ou apprécié l'importance que nous avons voulu porter à cette partie du texte, nous avons parlé du dépassement d'un nouvel Epinais. Epinais, c'est un choix stratégique fait par la SFIO, par François Mitterrand et beaucoup, à la fois pour répondre à 1968, pour faire en sorte que l'on

puisse être socialistes dans la fin du gaullisme, et en même temps c'est une compétition avec le parti communiste sur l'ensemble de la gauche, parce que la position du parti communiste empêchait la gauche d'arriver au pouvoir.

Le nouvel Epinay a d'autres enjeux, mais il procède de la même chose. Notre enjeu à nous, c'est évidemment les défis que j'ai évoqués tout à l'heure. Notre enjeu à nous, c'est évidemment la social-écologie, et ceci nécessite que notre formation politique se dépasse, se remette en cause, soit capable d'aborder autrement les problèmes, parce que nous sommes dans les temps nouveaux et qu'il faut aujourd'hui, ici et maintenant comme dirait l'autre, modifier notre rapport à l'ensemble de la population, parce que nous ne sommes pas dans les années 70. Ça, c'est pour nous, mais il y a tous les autres.

Moi, aujourd'hui, à La Rochelle, je voudrais lancer un appel par rapport au défi de la droitisation, de l'écologie ou même de la révolution de l'immatériel. Je dis à l'ensemble du peuple de gauche : nous ne pouvons pas rester les bras ballants devant ces enjeux. Nous ne pouvons pas accepter que s'installe dans notre pays une droite extrême alliée de fait avec une extrême droite. Alors je lance un appel pour bâtir ensemble une nouvelle alliance, une alliance populaire, une belle alliance où le Parti socialiste aura sa place, mais pas toute la place, et nous disons à tous, citoyens, militants, responsables associatifs, comme ça s'est passé dans cette université de La Rochelle : venez, venez avec nous construire la gauche du temps présent, construire une alliance populaire pour relever l'en-

semble des défis. C'est ce à quoi nous vous appelons.

Pour conclure, quelques mots sur les élections régionales. L'un des combats sera celui de l'unité, jusqu'au dernier moment, jusqu'à la dernière seconde, nous serons les combattants de l'unité, les combattants du rassemblement, du renouveau, d'une nouvelle offre politique. Nous savons combien les régions sont importantes, nous savons comment à travers la réforme qui est intervenue, c'est une nouvelle France qui est mise en place. Nous connaissons les enjeux pour nos concitoyens, et nous

“
**JE LANCE UN
APPEL POUR BÂTIR
ENSEMBLE UNE
ALLIANCE POPULAIRE.
CITOYENS, MILITANTS,
RESPONSABLES
ASSOCIATIFS,
VENEZ AVEC NOUS
CONSTRUIRE LA
GAUCHE DU TEMPS
PRÉSENT!**
”

leur disons : les élections régionales, l'enjeu, c'est votre quotidien. Et nos concitoyens nous regardent, ils nous regardent répondre nationalement aux problèmes qui les touchent, mais ils nous regardent aussi localement répondre au problème du transport, mais aussi l'intérêt pour l'éducation. Ces élections régionales, nous allons les mener avec cran et détermination. Nous ne sommes pas battus, il y aura des surprises parce qu'une élection

à la proportionnelle, ce n'est pas une élection au scrutin nominal à deux tours. Il y a le premier tour qui compte, il est important, et nous ferons tout pour être au plus haut possible, au deuxième tour, nous rassemblerons l'ensemble des forces, écologiques et autres, pour gagner ces élections. Et nous pouvons le faire.

Et je fais un signe amical aux candidats qui mènent des combats difficiles, mais aujourd'hui, la population n'est pas tournée encore vers les élections régionales, et ce que vous semez, Pierre de Saintignon, Carole Delga, vous allez le récolter. Parce que les milliers de kilomètres que vous faites dans vos grandes régions sont des rencontres avec les Français, et ce qui paie à la fin, c'est cela, c'est le quotidien des Français, et la rencontre avec eux.

Voilà chers camarades, nous allons agir en commun, nous allons agir pour la gauche, nous allons agir par la gauche. Et l'avenir, je voudrais vous le dire, dépend de nous. Rien en politique n'est jamais écrit. Alors, forts de nos valeurs, que nous voulons réaffirmer dans la République, forts de nos réalisations, forts de notre détermination, nous allons mener le combat politique tant du point de vue du redressement de la France que des élections régionales, mais plus loin, quelle tâche exaltante, fonder un nouveau cycle politique à gauche, c'est à cela que je vous appelle, à la coordination, le développement de toutes les énergies de gauche pour fonder l'alliance populaire, une nouvelle gauche, une gauche moderne, une gauche sur ses valeurs. Merci chers camarades. Vive la République, et vive la social-écologie !



« AIMER LA FRANCE, C'EST CROIRE EN ELLE »



Chers amis,
Chère Laura,
Cher David,
Cher Jean-Christophe,

Il y a un an, pour la première fois comme Premier ministre, je conclusais ces Universités d'été ... Douze mois ont passé. Chaque jour, avec le président de la République, le gouvernement, la majorité – à l'Assemblée, cher Claude, cher Bruno, au Sénat, cher Didier – nous avons continué de répondre aux attentes, aux espoirs, aux inquiétudes des Français.

Deux faits structurants – ô combien différents – ont marqué notre action. Le premier est une menace qu'il faut conjurer. Le second, une perspective sur laquelle il faut travailler.

Premier fait : nous pouvons plutôt parler d'un choc. Les attentats de janvier qui ont frappé notre pays au cœur. Le 11 janvier, la France était debout. Et les Français, avec force, dignité, ont envoyé un message très clair. Notre époque a cette fâcheuse tendance à vouloir vite

passer à autre chose avant que d'avoir tiré les leçons. Mais enfin ! Ces trois jours où des Français, terroristes du jihad, ont assassiné des journalistes, symboles de la liberté d'expression, des policiers, représentants de l'ordre républicain, des salariés au travail, des juifs parce qu'ils étaient juifs, et ce sursaut – républicain, quoi qu'en disent les polémistes ! –, cette attente qui s'est affirmée doivent être une exigence de tous les instants. Le terrorisme est une menace structurante, une menace élevée, qui va durer.

Second fait : le retour de la croissance. Il y a douze mois, l'état d'esprit était un peu différent. Certains – c'était leur droit – proposaient d'autres choix ... Aujourd'hui, la croissance est là ; c'est ainsi que nous ferons baisser le chômage. Oh pas de triomphalisme ! Il y a les incertitudes de la crise financière asiatique. Mais il y a aussi des facteurs positifs : la croissance américaine, la baisse du prix du pétrole, ce qui est bon pour le pouvoir d'achat, la baisse des taux d'intérêt, la baisse de l'euro – bonne pour nos exportations – grâce

à la politique favorable de la BCE pour laquelle nous nous sommes battus. Les premiers résultats sont là. Ils sont encore insuffisants pour combattre le désespoir de nombre de nos concitoyens, mais suffisants pour affirmer que nous sommes sur la bonne voie, pour raviver l'espoir, pour réussir.

11 janvier. Retour de la croissance. Ces faits disent nos priorités : réformer sans relâche pour consolider notre économie, notre modèle social, et renforcer sans cesse notre cohésion. C'est de cela que je veux vous parler. Et deux mots doivent nous guider : volontarisme et constance.

Le volontarisme fait la grandeur de notre engagement. C'est le contraire des petits calculs tacticiens que les Français ne supportent plus. Nous qui croyons au progrès, nous savons que c'est à force de volonté qu'ont été conquis les droits que nous sommes fiers de défendre aujourd'hui. Aux fatalistes, aux déclinistes, nous répondons : aimer la France, c'est croire en elle. La décrier, c'est l'abandonner.

Volontarisme, mais aussi constance. Les hésitations ne mènent nulle part. À droite, certains, pressés de revenir au pouvoir, sont prêts à adopter, tour à tour, tous les points de vue. Les Français ne sont pas dupes !

Nous, nous savons ce que nous sommes. Dans un monde d'incertitudes, d'instabilités, où tout change si vite, nous devons être forts. Forts pour répondre à ce défi majeur, colossal, des grandes migrations. L'Europe, à ses frontières, sur son sol, au milieu de la Méditerranée, est touchée de plein fouet par les conséquences de phénomènes massifs : effondrement des Etats comme en Lybie, guerre en Syrie, en Irak, crise humanitaire dans la corne de l'Afrique, désordres climatiques en Afrique sub-saharienne et plus largement aspirations au départ de ceux qui cherchent une vie meilleure.

DANS UN MONDE D'INCERTITUDE, D'INSTABILITÉS, OÙ TOUT CHANGE SI VITE, NOUS DEVONS ÊTRE FORTS. FORTS POUR RÉPONDRE À CE DÉFI MAJEUR DES GRANDES MIGRATIONS.

Depuis des mois, il y a un drame humain, une hécatombe. Des migrants bravent tous les dangers, supportent la souffrance, rencontrent la mort. Encore 71 corps sans vie, retrouvés entassés, il y a deux jours, dans un camion en Autriche. 71 destins brisés. Depuis le début de l'année, le nombre d'entrées irrégulières dans l'espace Schengen a atteint 340 000. Beaucoup, proviennent des Balkans, pour aller en Allemagne. C'est trois fois plus que l'année dernière. Ce mouvement s'accélère. Et il va durer.

Alors, notre devoir, c'est de trouver des réponses durables, fondées sur des valeurs : humanité, responsabilité, fermeté. Humanité parce que les migrants doivent être traités dignement. Abrités, soignés. Responsabilité parce que nous sommes viscéralement attachés au droit d'asile. Ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la torture, les oppressions, doivent être accueillis. Et donc, chaque demande d'asile doit être examinée. Rapidement.

Je veux vous citer une phrase qui m'a bouleversé : « Donnez-moi vos pauvres, vos exténués, qui, en rangs

serrés, aspirent à vivre libres, le rebut de vos rivages surpeuplés, envoyez-moi ces déshérités rejetés par la tempête ... de ma lumière, j'éclaire la porte d'or ». Cette phrase est martelée sur le socle – oui, le socle – de la Statue de la liberté, cadeau de la France à la jeune démocratie américaine, phare du monde nouveau, leur d'espoir pour des millions d'âmes. La France, par ce cadeau aux Etats-Unis d'Amérique, n'a pas seulement offert un extraordinaire ouvrage d'architecture. Elle a transmis une partie de son âme et de son message universel, prolongeant les liens noués par l'Hermione de Lafayette, et que la nouvelle Hermione – j'étais à son bord hier – continue de tisser aujourd'hui.

C'est la fidélité à ce message, à cet héritage qui guide notre action aujourd'hui. Nous avons adopté la loi sur l'asile qui réduira les délais d'instruction. Dès le mois de juin, nous avons pris des mesures humanitaires fortes, décidé un plan d'urgence offrant 12 000 places d'hébergement supplémentaires par rapport à il y a trois ans. C'est une augmentation de 45 % pour instruire dignement les 60 à 70 000 demandes d'asile – le chiffre est stable – que notre pays reçoit chaque année. En Allemagne, on parle de 800 000 !

Enfin, fermeté. Il y a les migrants, éligibles au droit d'asile. Il y a aussi une immigration économique, irrégulière. Face à cela, il faut des règles strictes, la plus grande intransigeance pour lutter – et je pense à Calais, et la coopération franco-britannique – contre les passeurs, les trafiquants d'espoir qui se repaissent de la misère humaine. Aucun pays européen ne parviendra à faire face seul ! Encore moins les pays de première entrée. Comme l'ont dit, avec force, Sigmar Gabriel et Frank-Walter Steinmeier : l'Europe doit être à la hauteur.

La France assume ses responsabilités. L'Allemagne également. Le Président de la République et la Chancelière allemande portent une initiative commune, sur la base d'un document rédigé par les deux ministres de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve et Thomas De Maizière. D'abord, il faut converger vers un système unifié d'asile. Ensuite, il faut renforcer les politiques de retour. Aider, enfin, les pays limitrophes à faire face et réfléchir au déploiement de gardes-frontières européens. L'espace Schengen, ce n'est pas simplement l'abolition des frontières entre Etats-membres. C'est aussi le contrôle de nos frontières extérieures. L'oublier, c'est le mettre en péril. C'est pourquoi, il faut aussi des hot-spots – des centres d'accueil

en Italie, Grèce, pour distinguer réfugiés, demandeurs d'asile et migrants irréguliers.

Mais aucune réponse durable ne sera trouvée sans une politique ambitieuse de développement, sans que nous nous tournions vers les pays du Sud qui ne doivent pas se vider de leurs talents, de leur jeunesse. Regarder au-delà de la Méditerranée, construire des liens nouveaux avec l'Afrique – continent de demain – c'est un grand projet pour l'Europe et pour la France.

Nous prenons les choses en main. Et j'appelle la droite à faire preuve de cohérence. Un jour, elle rejoint Angela Merkel et nous donne des leçons ! Un autre, elle est contre la Chancelière allemande, alors qu'en matière de migrations, celle-ci prend, avec la France, les bonnes décisions, et que le gouvernement allemand de coalition combat l'extrême droite. La droite française, elle, court derrière le FN ! L'opposition est incohérente. Nous devons incarner la responsabilité, la stabilité, la protection. Etre cette force qui met notre pays en mouvement.

1. VOLONTARISME ET CONSTANCE POUR CONTINUER DE CONSOLIDER NOTRE ÉCONOMIE ET NOTRE MODELE SOCIAL

Mes chers amis,

Il faut du volontarisme et de la constance. D'abord, pour redresser notre économie.

L'économie, ce n'est pas un objectif en soi. Tu as raison, Jean-Christophe ! D'abord les valeurs ! Travail, émancipation des individus, égalité, protection. Je l'ai dit, il y a quelques jours. Ce sont nos valeurs qui définissent nos choix économiques. Et pas l'économie qui dicte nos valeurs. Nous avons identifié les problèmes. C'est un diagnostic pragmatique, pas idéologique : endettement, perte de compétitivité, décrochage de notre industrie, TPE et PME en difficulté pour embaucher, rigidités et blocages. Ces problèmes, nous les avons attaqués à la racine. Depuis 2012, nous réformons. Et nous continuerons.

Pour notre souveraineté ! 50 milliards d'économie sont programmés entre 2015 et 2017, pour faire passer le déficit en-dessous de la barre des 3 %. Nous n'en dévierons pas ! Et nous continuerons à financer nos priorités : emploi, sécurité, école, culture, mais aussi investissement des collectivités. Je l'ai dit cette semaine à nos élus : nous y consacrerons un fonds d'un milliard d'euros. Nous continuerons à agir,

avec la même force, pour la compétitivité de nos entreprises, grâce au CICE et au Pacte de responsabilité et de solidarité. Les acteurs économiques ont besoin de visibilité. Sinon, comment bâtir le moindre projet ou embaucher ? La stabilité, la cohérence, c'est le socle de la confiance. Les zigzags, ce sont les sables mouvants de la défiance.

Notre pays s'engage pour les entreprises. Aux entreprises de s'engager pour notre pays, pour sa croissance, ses emplois. D'elles nous attendons qu'elles sachent prendre des initiatives. Prendre des risques. C'est cela entreprendre !

Nous allons, enfin, continuer la réforme fiscale. Le premier acte, c'était de rendre l'impôt plus progressif, de demander aux plus riches de contribuer davantage ! Nous avons créé la tranche à 45 %, mieux taxé les revenus financiers, réformé l'impôt sur la fortune, lutté contre la fraude fiscale. Avec des résultats ! Jamais l'ISF n'a autant rapporté. Aujourd'hui : 70 % de l'impôt sur le revenu est payé par 10 % des Français les plus riches ! Dans une même logique, nous avons fait en sorte que les allocations familiales, bénéficient d'abord aux familles qui ont le plus besoin, et notamment celles des catégories populaires et des classes moyennes.

Le deuxième acte, c'était de baisser l'impôt des Français. Aujourd'hui cette baisse est là : 9 millions de ménages le constatent sur leur avis d'imposition. En moyenne, ce sont 300 euros d'impôt sur le revenu en moins, et donc 300 euros de pouvoir d'achat en plus, pour des ménages des classes moyennes et des classes populaires. Cette baisse va continuer. Le Président de la République l'a annoncé. Elle sera inscrite dans le projet de loi de finances pour 2016.

Le troisième acte, c'est la grande réforme des finances locales, avec la réforme de la dotation globale de fonctionnement et un vrai système de péréquation. Ce sont des sujets que la droite n'avait pas traités ! Ce qui ne l'empêche pas de tenir des propos contradictoires.

Et le quatrième acte, ce sera le prélèvement à la source en 2018, décidé par le chef de l'État. C'est ce gouvernement qui l'engage ! Sans retour possible ! Payer des impôts, c'est normal, c'est être citoyen. Mais payer trop d'impôts, c'est injuste, et c'est inefficace. Nous redonnons à la fiscalité tout son sens : faire contribuer équitablement, sans jamais décourager !

Nous continuons de mener les réformes profondes dont notre économie a besoin. En poursuivant le mouvement engagé par la première loi croissance et activité par Emmanuel Macron ! En encourageant la création de valeur dans le domaine du numérique ! Et en continuant à réformer notre marché du travail, pour mieux garantir les droits de ceux qui ont un emploi, tout en facilitant l'accès de ceux qui n'en ont pas ! Je l'ai déjà dit l'an dernier : il n'est pas question de revenir sur la durée légale du temps de travail. Ce débat est clos. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas le passé, c'est l'avenir et notre agenda pour écrire le contrat social du XXI^e siècle.

“
**L'EUROPE, C'EST
LE GRAND DESTIN
DE NOTRE NATION.
PASSER À CÔTÉ,
CÉDER AU POPULISME,
AU REPLI, CE SERAIT
PERDRE PIED.**”

Robert Badinter et Antoine Lyon Caen – deux figures de la gauche – font ce constat d'un code du travail si complexe qu'il en est devenu inefficace : activité bridée, salariés qui ne connaissent plus leurs droits. Il faut revoir en profondeur la manière même de concevoir notre réglementation. Jean-Denis Combexelle travaille à des propositions. Il faut lui faire confiance. Il est celui qui, avec Hortense Archambault et Jean-Patrick Gille, a permis de trouver une solution garantissant le régime des intermittents. La gauche est elle-même quand elle est inventive !

Nous devons donner plus de latitude aux employeurs, aux salariés et à leurs représentants pour décider eux-mêmes de leur politique de formation, d'organisation du travail, d'insertion des jeunes par des négociations au plus près de leurs besoins. Ce sera plus de souplesse pour les entreprises et, grâce à un dialogue social redynamisé, des droits – à la formation, à la prise en compte de la pénibilité – mieux assurés pour les salariés.

C'est l'objectif également du compte personnel d'activité. Il suivra les salariés tout au long de leur carrière, y compris pendant les périodes de chômage, justement quand le besoin de formation est le plus évident. La sécurité sociale professionnelle, c'est un vieux rêve de la gauche. Nous le concrétisons ! Et nous faisons la preuve qu'on

peut agir pour les entreprises et pour les salariés. Pas de faux débats ! Nous partageons les mêmes objectifs ! Alors, retrouvons-nous sur les moyens de les atteindre. On peut lever les contraintes, tout en protégeant !

Protéger, c'est aussi protéger nos secteurs industriels stratégiques – défense, énergie, transports ... C'est lutter contre une loi du marché qui ne respecterait pas les règles ou qui serait injuste.

Voilà pourquoi, avec Stéphane Le Foll, nous défendons notre agriculture. Les éleveurs français subissent de plein fouet la concurrence d'autres pays, la course vers des prix toujours plus bas. Beaucoup ne peuvent plus, aujourd'hui, vivre de leur métier. Alors, nous allégeons leurs charges, nous les aidons à moderniser leur exploitation, à exporter. Il faut encourager ces jeunes agriculteurs, ces petits exploitants, qui triment et aiment profondément leur métier. Voilà ce que c'est, défendre la valeur travail ! Le travail qui rémunère justement, qui motive parce qu'il donne à chacun sa place. Le travail plutôt que la rente !

Nous continuons aussi de porter les réformes en Europe. L'Europe, c'est le grand destin de notre Nation. Passer à côté, céder au populisme, au repli, ce serait perdre pied. Ce serait, pour tous les pays européens, s'effacer devant les géants de demain ; subir plutôt qu'agir, sortir de l'Histoire. La France est là aussi à l'initiative pour que l'Union remette la croissance, l'emploi, au cœur de son projet. Nous avons été entendus avec le plan Juncker qui investit 315 milliards d'euros dans le numérique, la transition énergétique, les PME innovantes.

Cet été, lors de la crise grecque, François Hollande s'était donné un objectif : que la Grèce reste dans l'euro. Avec Michel Sapin, nous avons sonné l'alarme pour faire taire les égoïsmes. Nous avons martelé que, sans solidarité, sans responsabilité, l'Europe était un projet sans âme et sans fondement. Oui, l'essentiel était en jeu. Nous n'avons ménagé aucun effort. Et nous sommes parvenus à un accord. Les sceptiques prétendaient que c'était impossible... Et pourtant, après avoir été adopté par notre Parlement, par d'autres, par le Parlement grec, il se met en place ! C'est vrai : un long chemin reste à parcourir. Mais, peu à peu, la Grèce relève la tête. Alexis Tsipras a fait, résolument, le choix de l'Euro, et donc, résolument, le choix de l'Union européenne ; le choix courageux d'agir, de réformer, d'assumer plutôt que celui, trop facile, de pro-

mettre l'impossible, qui aurait plongé la Grèce dans la catastrophe. C'est une leçon politique et éthique pour toutes les gauches en Europe. Et moi, ici, en notre nom à tous, je veux lui adresser tout notre soutien pour la tâche difficile qui reste à accomplir.

Cette crise – les Français ne s'y sont pas trompés – a été historique. Nous en tirons les enseignements : rendre la zone euro plus efficace économiquement et plus légitime démocratiquement.

Cela suppose de doter – enfin ! – l'Europe d'un gouvernement économique, d'organiser la convergence financière, fiscale et sociale. La France, par la voix du chef de l'État, fera des propositions très prochainement. Et tous les termes comptent : financier, fiscal et social, car, trop souvent, on traite les uns au détriment des autres.

Nous faisons preuve de volontarisme et de constance en Europe ! Et nous disons à ceux qui confondent volontarisme et esprit belliqueux que rien ne s'est jamais construit sur la rancœur et le mépris. Confondre, c'est défaire l'Europe – et nous savons que certains s'y emploient. Dans une Europe dominée par les conservateurs, les lignes ont pourtant bougé : euro moins cher, plan Juncker, soutien à la Grèce. Et cela, nous le devons à François Hollande !

2. VOLONTARISME ET CONSTANCE POUR CONTINUER DE RENFORCER NOTRE COHESION NATIONALE

Volontarisme et constance sont aussi les maîtres-mots pour renforcer notre cohésion nationale. Ce que les attentats de janvier ont révélé plus encore, ce sont les blessures profondes de notre société. Quand des enfants de la République souscrivent à l'idée qu'il faut avilir, éradiquer les différences, se rangent du côté de la barbarie contre la civilisation au sens le plus large, c'est que quelque chose s'est cassé.

Mais, si les terroristes ont frappé précisément notre liberté d'expression, nos valeurs de tolérance, de laïcité, c'est aussi parce qu'ils pensent qu'elles sont nocives et qu'il faut asservir ceux qui les incarnent. Or, la conquête de la liberté, l'invention de la laïcité, la passion de l'égalité – cet idéal émancipateur de l'Homme – c'est l'histoire, c'est l'identité de notre pays. Si notre modèle républicain est affaibli. Si il n'est plus ce cadre protecteur et émancipateur, notre devoir c'est d'agir.

D'abord, par une lutte implacable. Nous sommes en guerre contre un ennemi intérieur et extérieur – le radicalisme islamiste – dont les modes opératoires évoluent sans cesse et qui fait des dégâts considérables chez une partie de notre jeunesse. Il faut donc traquer les individus, démanteler les cellules, protéger nos concitoyens, partout sur le territoire. Services de l'État, Justice, policiers, gendarmes, militaires, avec Bernard Cazeneuve, Jean-Yves Le Drian, Christiane Taubira sont totalement mobilisés. Dès 2012 – parce que nous étions lucides – nous avons renforcé nos moyens humains et matériels de lutte anti-terroriste. Nous avons décidé de les accroître encore. Nos armées sont déployées au Sahel et en Irak. Et nous avons donné à nos services, avec la loi sur le renseignement, les moyens d'être encore plus efficaces.

“
**JE REFUSE QUE LES
JUIFS DE FRANCE
PUISSENT AVOIR PEUR,
ET JE N'ACCEPTÉ PAS
QUE LES MUSULMANS
DE FRANCE PUISSENT
SE SENTIR STIGMATISÉS.**
”

Et ce que nous devons dire, c'est que Marine Le Pen, l'extrême droite ont combattu ces décisions de protection des Français, tout comme la mise en place, au niveau européen, de la transmission des données des passagers – le PNR. Mais quel genre de patriotes sont-ils, eux qui montrent leur inconséquence, même pour défendre notre pays !

La République ne cédera jamais. Et la République, ce n'est seulement ses forces de l'ordre. C'est à nous tous, chacun à notre niveau, de réveiller notre civisme, d'être alertes et réactifs. La fragilité de notre pacte républicain, ce n'est pas que la crise économique et sociale. C'est aussi une forme de déroute morale, une faiblesse qui a laissé l'antisémitisme, cette moisissure, faire son chemin, prospérer, s'enraciner, sans que nous nous sentions collectivement touchés. Comment la France a-t-elle pu en arriver là ? Comment n'a-t-elle pas vu que cette lame de fond, ce poison lent, mais puissant, était une menace mortelle pour toute la République ? Tant que les juifs de France ne seront pas tranquilles apaisés, la République ne pourra pas l'être non plus !

La haine des musulmans, les amalgames, le racisme, rongent la dignité de tant d'hommes et de femmes. Notre société est percluse par cette violence verbale, ces actes ravageurs. Je l'ai dit, le 13 janvier, devant la représentation nationale : je refuse que les juifs de France puissent avoir peur, et je n'accepte pas que les musulmans de France puissent se sentir stigmatisés.

Il y a quelques jours, des criminels s'en sont pris à la Mosquée d'Auch. C'est une blessure insoutenable pour les fidèles. C'est aussi une attaque en règle contre la laïcité, qui protège la liberté de croire et de pratiquer. Je veux dire aux musulmans de France notre solidarité et notre volonté de les protéger. Ils sont la France ! Tant que nos lieux de cultes – mosquées, synagogues, églises –, nos cimetières, seront pris pour cibles, nous ne baisserons pas la garde.

Les discriminations du fait de l'origine, de la couleur de peau, de la religion, de l'orientation sexuelle, ou parce que l'on est une femme, sont des humiliations quotidiennes. Des humiliations que nous ne pouvons accepter, parce que nous sommes de gauche. Et nous proposerons un projet de loi pour l'égalité et contre les discriminations, qui prendra en compte les travaux parlementaires, notamment ceux de Razzy Hammedi.

Agir, c'est corriger les faiblesses de nos politiques publiques, regarder les brèches dans le fonctionnement de nos institutions, au premier rang desquelles – parce que c'est le pilier de notre pacte républicain – notre système éducatif. Avec volontarisme, nous avons engagé la refondation de l'École. Et avec constance – Najat Vallaud-Belkacem y veille – nous allons en mener tous les chantiers : recrutement en cinq ans de 60 000 enseignants – 35 200 l'ont déjà été –, priorité donnée au primaire, rythmes scolaires, éducation prioritaire, formation des professeurs, réforme des programmes, du collège. Et j'y ajoute la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire. Un coup de pouce important pour les familles !

À quelques jours de la rentrée, rappelons que ces chantiers n'ont qu'un seul objectif : redonner à l'école républicaine son sens et sa vocation : instruire, former, émanciper le citoyen. Notre école, parce qu'elle s'est adressée à tous, a longtemps permis à chacun de prendre place dans une histoire commune, de se reconnaître dans des mêmes valeurs, de s'élever, d'aller plus loin. Cette école, c'est notre projet de société.

S'il ne devait y avoir qu'un enjeu sur lequel nous rassembler – gauche et droite – c'est celui de notre système scolaire. Il ne peut souffrir aucune instrumentalisation politicienne. Aucun procès d'intention. Aucune tactique personnelle. Car il y va de l'avenir de notre jeunesse, de notre pays.

Alain Juppé a fait des propositions, certaines de bon sens, qui recourent d'ailleurs beaucoup ce que nous avons fait. Il faut d'ailleurs le lui dire ! Mais pardon, quel est projet éducatif de la droite ? Celui d'Alain Juppé ? Celui, inquiétant, de Bruno Le Maire ? Celui de François Fillon ou de Nicolas Sarkozy qui, aux responsabilités, ont sapé les fondements de notre école ? La droite n'a pas de cohérence sur ce sujet. C'est-à-dire qu'elle n'a pas de vision et donc pas d'ambition pour l'école de la République.

Chers amis, Au lendemain du 11 janvier, devant la sidération, la France s'est d'abord retournée vers l'école, s'interrogeant sur ce qui y était transmis. C'est logique. Des mesures ont alors été prises pour mieux y promouvoir la citoyenneté. L'École, c'est beaucoup. C'est essentiel. Mais, dans une société qui a changé, qui est devenue plus complexe, l'école ne peut pas tout.

Car il y a aussi les failles béantes sur notre territoire qu'il faut combler. La promesse républicaine, c'est l'égalité partout. Or cette égalité s'est étiolée. Elle s'est étiolée, sous l'effet de la crise économique, des mutations industrielles, du déménagement des services publics, mais aussi sous l'effet de politiques publiques qui, de fait, n'ont

pas endigué la paupérisation, la ségrégation, la ghettoïsation. Avoir 20 ans dans un village ou dans un quartier classé en politique de la ville, ce n'est pas vivre la même expérience, ni avoir les mêmes opportunités que d'avoir 20 ans dans un centre riche d'une métropole dynamique. Habiter dans une zone où le chômage est la norme, c'est souvent vivre sans autre perspective que la mise en retrait du monde autour de soi.

“
**LA PROMESSE
RÉPUBLICAINE, C'EST
L'ÉGALITÉ. OR CETTE
ÉGALITÉ S'EST ÉTIOLÉE.**
”

Comme le dit Malek Boutih, ce sont dans ces brèches que grandissent le radicalisme, pas seulement islamiste, mais aussi la rancœur, la défiance généralisée, l'envie de tout envoyer balader, la violence, la délinquance, l'intolérance. Pas de fausses promesses ! Casser ces logiques d'isolement, de désespérance, c'est une tâche immense. Il faudra du temps. En d'autres termes : du volontarisme et de la constance.

La volonté, nous l'avons. Nous avons pris les sujets à bras le corps. Pour construire des logements ! Répartir le logement social ! Réformer la politique de la ville ! Développer les équipements, les infrastructures en métropole et Outre-mer ! Apporter le

Très Haut Débit, partout ! Ramener les services publics – transports, santé, emploi – dans les quartiers populaires, dans les espaces ruraux ! C'est ce que je rappelle sans cesse, lors de mes déplacements, pour affirmer que l'État est là, qu'il ne laisse tomber personne grâce notamment aux contrats de plan État-Région, aux contrats de ville.

Nous sommes à quelques semaines des élections régionales, de la naissance de cette nouvelle France des territoires que nous avons portée. Ce que nous faisons pour nos collectivités, pour notre démocratie locale, avec le non-cumul, la parité, nous devons le revendiquer.

3.VOLONTARISME ET CONSTANCE POUR CONTINUER DE CONSTRUIRE LE RASSEMBLEMENT DES PROGRESSISTES

Mes chers amis, s'il nous faut faire preuve de volontarisme et de constance, c'est, enfin, parce que les forces de progrès ont rarement été aussi fragmentées dans notre pays. Face à nous, il y a une extrême droite qui ose se dire « républicaine », qui prétend parler au nom du peuple mais dont le programme s'en prend d'abord aux petites gens, aux plus fragiles. Derrière cette vulgaire saga familiale, se profile le risque d'un désastre national.

Quand un responsable du patronat dit qu'il n'hésitera pas à voter pour le FN ; quand un économiste connu appelle à la constitution d'un front anti-euro ; quand un diocèse invite une députée



frontiste, ce sont des barrières qui tombent. Et donc, il ne faut rien abandonner du combat que nous avons mené, notamment lors des municipales, des départementales. Qui le fera, si nous ne le faisons pas ?

Car, beaucoup, à droite, sont perdus. Beaucoup semblent prêts à sacrifier leurs principes. Plutôt que tirer les leçons de ses échecs, la droite préfère nous faire cet éternel procès en légitimité. Comme vous, j'écoute, j'observe, mais ce que je vois derrière cette envie de revanche de l'ancien Président de la République, c'est que la droite n'a rien à proposer. Elle cherche seulement à s'imposer.

Oui, cher Jean-Christophe, c'est une forme inédite de « bloc réactionnaire » que nous avons à affronter. Au sein de ce bloc, certains veulent une communauté nationale basée, pas sur la libre adhésion à un projet, mais sur l'exclusion. D'autres défendent une société du chacun pour soi, avec toujours moins de protections, moins de services publics, moins d'État. Mais le résultat serait le même : une société dure, faite de divisions et de discriminations.

Alors, il nous faut du volontarisme et de la constance pour répondre à deux exigences : le rassemblement et le renouvellement. Rassemblement, car mesurons la responsabilité qui est la nôtre ! Nous – la gauche – devons être les remparts de la République, incarner l'unité de la Nation. Or, comment l'incarner, si nous-mêmes, nous sommes divisés ?

Devant nous, il y a une échéance importante, capitale : les élections régionales, avec de nouvelles grandes régions. C'est unie que la gauche – socialiste, écologiste, radicale ! – doit combattre, dès le premier tour, dans le Nord-Pas-de-Calais et Picardie, en Provence Alpes-Côte d'Azur. Et partout en France.

La gauche est grande, la gauche est victorieuse quand elle sort de son nombrilisme pour s'adresser à tous, sans exclusive, sans petits calculs, sans sectarisme. Nous devons parler exclusivement aux Français. Et à pas à nous-mêmes. Nous devons être le parti de la Nation. Alors construisons cette « belle alliance populaire », cher Jean-Christophe. Redonnons cette envie militante. Organisons ce dépassement de ce qui nous différencie, pour nous rassembler autour de l'essentiel : égalité, solidarité, laïcité, progrès, écologie, qu'il faut traduire en actes concrets.

J'en viens pour cela à la deuxième exigence : le renouvellement. Celui des

talents, bien sûr. Mais aussi des idées. L'année 2016 marquera un double anniversaire : le centenaire de la naissance de François Mitterrand, et le 80e anniversaire de la victoire du Front populaire, c'est-à-dire les congés payés, la représentation des salariés, la culture accessible à tous ! Moi, je prends toute la gauche, son histoire, ses conquêtes, ses victoires, ses défaites. Et la gauche, c'est le progrès, le mouvement. Il faut évoluer, bousculer certains de nos tabous, penser l'avenir pour le façonner. Il faut confronter nos certitudes à ce monde en mutation. Ma conviction, c'est que si le monde n'a jamais eu autant besoin de la France, la France n'a jamais eu autant besoin de la gauche.

“

LA GAUCHE EST GRANDE, LA GAUCHE EST VICTORIEUSE QUAND ELLE SORT DE SON NOMBRILISME POUR S'ADRESSER À TOUS, SANS EXCLUSIVE, SANS PETITS CALCULS, SANS SECTARISME.

”

Et quelle magnifique opportunité que la Conférence Paris Climat 2015 ! Qui mieux que nous pour porter ce message de solidarité entre les peuples ? Pour dire que, face à l'évidence du risque climatique – records de température, catastrophes naturelles – il faut un internationalisme de combat, une mobilisation planétaire. Le Président de la République, Laurent Fabius, Ségolène Royal œuvrent sans relâche pour parvenir à un accord contraignant quant aux émissions de gaz à effets de serre, pour contrer le réchauffement climatique, promouvoir une croissance verte.

Chers amis, j'ai souvent parlé de cette difficulté de se réinventer au pouvoir... Je nous regarde, cher Jean-Christophe, chers amis ... Eh bien, je me dis que ce défi immense, nous sommes en train de l'accomplir, d'écrire une page nouvelle de la social-démocratie. Nous le devons à un homme, un homme d'État qui, depuis la victoire de 2012, avec autorité, pugnacité, sang-froid, préside à la destinée de notre pays. Nous le devons à François Hollande ! Et je veux dire à quel point nous sommes engagés à ses côtés, dire notre estime, notre loyauté pour continuer l'action que nous menons, notre fierté d'être

à ses côtés. Toute notre fierté ! Soyons fiers de cette gauche qui a compris que volontarisme et constance sont les clefs de la réussite. Et nous allons réussir. Pas pour nous ! Mais pour notre pays !

Soyons fiers des valeurs de la gauche : égalité, protection, travail, émancipation ! Fiers de cette gauche que sait conjuguer efficacité économique et solidarité ! Qui généralise le tiers payant, grâce à la mobilisation de Marisol Touraine, qui crée des emplois d'avenir, qui revalorise et réforme le RSA ! De cette gauche qui n'a aucune leçon à recevoir en matière de sécurité ! Soyons fiers de cette gauche qui refuse la facilité d'accumuler une dette que nous léguerions à nos enfants !

Fiers de cette gauche qui réforme notre pays, notre État, pour redonner toute son autorité à la puissance publique, rendre son action plus économe et plus proche des besoins de nos concitoyens ! Fiers de cette gauche qui revendique la Nation, la patrie, la laïcité. Qui s'entête, et s'entêtera toujours à faire briller les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, qui font battre nos cœurs.

Cette gauche dont l'histoire a du génie, et qui a toujours nourri le génie de la France. Ayons confiance en ce que nous avons été, et ce que nous sommes, et en tout ce que nous allons inventer. Ayons confiance en notre force. La force de la République, la force de ce pays que nous aimons !

Vive la République et vive la France !

« PRÉSERVER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE »



Chers amis, et chers camarades, nous voilà donc à cette séance de clôture de notre université d'été. Vous avez été 4 000 comme l'an dernier à être venus débattre, proposer, apprendre, comprendre, pour nourrir vos convictions et votre action.

Ce type d'événement est plus que jamais nécessaire, le débat d'idées, l'échange argumenté, l'approfondissement des sujets abordés, le temps pour le faire, la sérénité et la fraternité dans la controverse sont des bols d'oxygène pour la politique qui est en train d'étouffer des politiques faciles souvent caricaturales, violentes, se résumant à une petite phrase. Plus le monde est complexe plus les sujets rendant compte de la politique sont simplistes. Et après, on s'étonne que le populisme monte et que ce sont les extrémismes de tous bords qui ont le vent en poupe. Le socialisme, lui, a toujours eu besoin d'intelligence et d'appel à l'intelligence de tous, de démonstration, de rationalité.

Dans tous les débats, une question était là dans le cœur de chaque socialiste,

c'est celle du drame absolu que vivent des centaines de milliers de réfugiés, femmes et hommes, enfants, qui fuient la guerre, les massacres et les exactions. Le sentiment si fortement partagé ici que l'Europe et chaque pays qui la compose doit tout faire pour accueillir et recueillir dignement cette partie d'humanité en détresse, qu'il faut des mots forts, des solutions audacieuses et de la générosité, des océans de générosité submergeant l'océan de la détresse.

“
JAMAIS LA PRISE
DE CONSCIENCE
DE L'ENJEU
ENVIRONNEMENTAL N'A
ÉTÉ AUSSI INTÉGRÉE À
NOTRE PENSÉE.”

Autre leçon : dans notre famille politique, jamais la prise de conscience de l'enjeu environnemental écologiste

n'a été aussi intégrée à notre pensée. Notre identité, c'est la social-écologie, et chacun a pris la conscience que la préservation de notre planète et de notre espèce, sans gagner la bataille contre le réchauffement climatique, sans réussir la COP21, rendraient dérisoires tous nos autres combats.

Une autre leçon que je tire de ces débats, c'est que le combat pour la République, pour ses valeurs, liberté, égalité, fraternité, sont bien au cœur de notre engagement fondamental, dans ces temps de menace terrorisme et d'incertitude sur l'avenir. Je veux mettre à l'honneur ce matin une femme qui est venue, qui a assisté à nos débats pendant deux jours et qui symbolise ce combat pour la fraternité si souvent relégué, Latifa Ibn Ziaten.

Ces dernières décennies, la République n'a pas tenu toutes ses promesses, pour une grande partie de ceux qui vivent dans les territoires les plus déshérités. Et aujourd'hui, il faut reprendre avec fierté le combat, et ce combat pour la laïcité qui, comble de perversité, est attaqué parfois comme un intégrisme alors qu'il est l'antidote aux intégrismes, il est aussi la promotion de la liberté individuelle, de conscience, de la possibilité de s'arracher à sa condition sociale et familiale. Alors pour finir, et c'est la dernière leçon que j'ai tirée de cette université d'été, c'est que notre parti, ses cadres, ses élus et militants, forts de nos bilans, sont prêts à engager la bataille des Régionales, nos tête des listes, Pierre de Saintignon, Claude Bartolone, et d'autres, je ne vais pas tous les citer, portent de véritables projets pour l'avenir, pour des régions humaines et innovantes, mais ont conscience de la difficulté de ce combat et continueront jusqu'au dernier moment à dire : est-il possible de continuer comme si de rien n'était ? À jouer le sectarisme ou les petites querelles d'intérêts de petits appareils quand deux grandes régions peuvent basculer vers le Front national ? Celles qui ouvrent sur l'Europe du nord et la Méditerranée. Deviendront-elles les régions du repli sur soi ? Non. Alors pour finir, je dis : unité, et vite !

« FAIRE QUE L'ÉGALITÉ NE SOIT PAS QU'UNE PROMESSE »



Dans notre famille, nous devons débattre, passionnément parfois, mais respectueusement toujours. Les jeunes socialistes seront toujours au service de notre famille politique, et vous le verrez lors des élections régionales ces prochaines semaines. Avant d'aborder la situation politique, laissez-moi avoir une pensée pour les familles qui bravent les mers et les murs pour fuir la guerre, pour les réfugiés qu'on refoule trop souvent, ces damnés de la guerre, dont 2000 sont morts depuis huit mois. Pour marquer ici notre deuil, notre indignation, notre solidarité, je souhaite vous demander d'observer une minute de silence.

Merci. 2 000 vies brisées, 2 000 espérances, 2 000 voix. À quoi cela tiendrait-il de sauver ces 2 000 vies ? À ouvrir des voies d'accès légal à notre continent pour les réfugiés, comme nous l'avons fait par le passé, à organiser la solidarité entre les Etats européens pour que les migrants soient accueillis décemment ? Nous demandons au gouvernement européen une politique migratoire, non pas débridée, mais une politique migratoire tout court.

Dans le temps et la désillusion s'imisce partout, nous n'avons pas seulement milité en 2012 pour lutter contre le Sarkozysme, c'était aussi le fait d'ouvrir une nouvelle page pour les Français et l'avenir, pour la généralisation du tiers payant, pour que la santé des Français ne dépende pas de l'épaisseur de leur portefeuille, et en ouvrant la prime d'activité aux jeunes, plus de 100 millions d'euros supplémentaires par mois.

Nous n'avons pas oublié ce qu'était la France dirigée par la droite et ce qu'elle propose aujourd'hui. Pour les femmes, pour les jeunes, pour les habitants des quartiers populaires, nous n'avons aucune envie que ces conservateurs reviennent au pouvoir. Et c'est parce que nous connaissons bien le visage de la droite, dans aujourd'hui trop de départements, trop de villes, que nous sommes exigeants envers la gauche. Il nous faut mesurer notre responsabilité, à l'heure où l'extrême n'a plus besoin de se tapir dans l'ombre. Elle progresse dans les esprits, dans les campagnes par une pseudo-guerre identitaire et se nourrit de l'abandon ressenti dans les quartiers populaires.

“
LA BATAILLE DE
L'ESPOIR PASSE PAR
PLUS D'ÉGALITÉ.”

La bataille de l'espoir passe par plus d'égalité, car seule l'égalité peut amener un parent à savoir que son enfant vivra mieux que lui demain. L'enjeu pour la gauche est de faire que l'égalité ne soit pas seulement une promesse, mais aussi et surtout une réalité dans le quotidien de nos concitoyens. L'égalité, cela passe nécessairement par la question sociale. Alors que notre pays compte chaque année plus de millionnaires et plus de pauvres, je m'adresse aux parlementaires et au gouvernement : depuis dix ans, les richesses créées dans notre pays se

traduisent par plus d'argent à la fin du mois pour les consultants et moins pour les caissières, plus pour les traders, moins pour les infirmières, pour les maçons, pour les éboueurs, les ouvriers agricoles et tous ceux qui vivent difficilement. Il paraît que la question sociale n'est plus le moteur du débat politique. C'est peut-être vrai, mais le quotidien de nos concitoyens, l'essentiel, c'est la question sociale, ce qui leur reste sur le compte en banque à la fin du mois. Pour le débat budgétaire, la question, c'est savoir si les Français qui gagnent le Smic vivront mieux en 2017. Ce qui a été accompli par la gauche depuis 2012 est considérable : emploi d'avenir, augmentation des bourses en 2013 et 2014, etc., ce sont autant de petits mieux pour ma génération. Nous proposerons l'allocation d'autonomie en 2017 et nous la réaliserons avant 2022.

Nous avons besoin des socialistes en Europe pour dire que dès lors que nous avons une monnaie commune, des contraintes budgétaires communes, il faut de hautes normes communes. Par exemple, la taxe sur les transactions financières, il ne s'agit plus d'en parler mais bien de l'imposer. Oui, nous avons besoin des socialistes pour dire que la priorité aujourd'hui ce n'est pas un pourcentage de déficit en plus ou en moins, mais la priorité est de repenser à l'urgence climatique. Oui, ça coûte de l'argent et ça veut dire mettre fin aux politiques d'austérité en Europe, mais si nous continuons aujourd'hui, nous verrons que dans quelques années, il y aura des dettes bien plus lourdes à gérer que les dettes budgétaires. L'intérêt des gauches, c'est de travailler ensemble, c'est vrai en Europe et c'est vrai en France. Le moteur de l'union de la gauche, ça ne peut pas être simplement l'agitation du péril de l'extrême droite. Ce qui unira la gauche, c'est un projet commun de transformation sociale.

« À NOUS PARTIS DE GAUCHE DE MOBILISER LA SOCIÉTÉ »



La réussite de la conférence climat en décembre à Paris, est un enjeu crucial pour l'avenir de la planète. Huit partis progressistes ont répondu à l'appel du Parti socialiste pour en discuter lors de la première plénière de l'université d'été.

C'est « à nous la gauche, à nous partis de gauche de mobiliser la société », a lancé François Lamy lors de la plénière. « Nous pouvons être fiers que cette conférence majeure pour l'avenir de nos enfants se déroule en France, à Paris, a-t-il ajouté. François Hollande, a voulu dès 2012 que la France soit ainsi à l'avant-garde de cette bataille décisive pour notre avenir commun. »

Pour Jean-Christophe Cambadélis, les partis doivent être moteurs pour une véritable transition écologique. Décrivant une planète « théâtre de changements radicaux et irréversibles », le Premier secrétaire du Parti socialiste a souhaité que l'on passe enfin à l'action. « Il n'y aura pas de richesses sur une planète morte », a-t-il rappelé, jugeant que « cela doit provoquer un débat économique et social ». La transition énergétique est dès lors « un défi majeur lancé

à l'économie mondiale ». « Le risque est vital, le monde doit se désintoxiquer des énergies fossiles », a-t-il affirmé. Le succès de la conférence climat ne peut être que mondial, et en décembre « le monde a rendez-vous avec son destin ». « C'est le sommet de la dernière chance. Ce n'est pas une fin, mais un commencement pour un changement indispensable des comportements. L'échec n'est pas une option, c'est un suicide. »

“ L'ÉCHEC N'EST PAS UNE OPTION, C'EST UN SUICIDE. ”

Au-delà d'un accord indispensable, « il est question de la transformation de notre monde », a constaté Corinne Lepage, présidente de Cap 21. Et pour cela, les partis politiques doivent s'appuyer sur la société civile, car « les entreprises, les associations sont souvent à la pointe de l'innovation ». Yves Petrasanta, président de Génération Ecologie a lui jugé qu'il fallait aller au-delà de « ces grand-messes » pour atteindre des résultats concrets. Jean-Luc Bennahmias, pré-

sident du Front Démocrate, a ajouté que « la France et l'UE devaient prendre toutes leurs responsabilités, afin qu'il y ait au moins un continent qui réagisse face au réchauffement climatique ». Du côté du Mouvement des Progressistes, Jean-Noël Carpentier a souhaité que l'on cesse « d'opposer l'économie et l'écologie », au sein d'une gauche qui a longtemps été productiviste. « Pour mener de front le combat social et écologique, la clé est dans la solidarité et la lutte contre les inégalités ». Ce qui passe notamment par l'instauration d'une taxe mondiale sur les transactions financières.

FINANCEMENT

« Il faut articuler la lutte contre le réchauffement climatique et la croissance », a noté Jean-Luc Laurent, du Mouvement Républicain et Citoyen. Ce qui nécessite selon lui de se fixer des objectifs atteignables et de « préserver notre souveraineté énergétique », en n'abandonnant pas le nucléaire.

Pour Alain Pagano, conseiller national du Parti communiste, « s'intéresser aux questions économiques et sociales, c'est aussi parler d'environnement ». Il a estimé que l'investissement public était indispensable pour réussir la transition énergétique. Quant à Jean-Michel Baylet, président du PRG, il a disserté sur l'importance de l'unité de la gauche, dans tous les combats qu'elle doit mener, l'environnement, comme les prochaines élections.

Pour conclure, Emmanuelle Cosse, présidente d'EELV a rappelé que c'était « l'avenir de la planète qui se jouait dans trois mois ». Pour elle, la clé de la réussite de la Cop 21 réside dans son financement, et elle s'est également prononcée pour l'instauration de la taxe sur les transactions financières. « Pour accompagner les pays du sud, la France doit donner plus, alimenter le fonds verts ».

COMPRENDRE LE DÉSAMOUR DU POLITIQUE



Réputés pessimistes et crispés sur certains sujets de société, les Français apparaissent pleins de paradoxes dans une nouvelle étude menée par l'Ifop et la Fondation Jean Jaurès. Alors quel est le véritable rapport de nos concitoyens à la politique, aux institutions ou à la mondialisation ?

À la question « *Peut-on faire confiance à la plupart des gens ?* », 79 % des personnes interrogées par l'Ifop montrent un fort niveau de défiance. Idem vis à vis de leurs représentants, 66 % estiment que la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus.

Ce constat pessimiste est tiré d'une vaste enquête menée sur trois ans par l'institut de sondage et la Fondation Jean Jaurès. Publiée il y a peu, celle-ci porte sur de nombreux aspects de la société française actuelle, dans sa grande complexité. Alors quelles sont aujourd'hui les fractures françaises ? Quels sont les clivages qui l'animent ? Des questions posées cette après-midi par Gilles Finchelstein de la Fondation Jean Jaurès, à Pascal Perrineau, professeur à Science-Po et à Brice Teintu-

rier, directeur général délégué de l'institut IPSOS.

Un chiffre retient particulièrement l'attention des intervenants et du public : si le régime démocratique est toujours très plébiscité, 24 % pensent que « *d'autres systèmes peuvent être aussi bons que la démocratie* ». « *Un pourcentage qui marque sa désacralisation* », estime Brice Teinturier. Un fait nouveau.

Autre élément marquant, la diminution du clivage gauche-droite, affirme Paul Perrineau. Si le spécialiste note des fractures politiques importantes sur des questions marquées, elles ne sont pourtant plus l'apanage d'un parti ou d'un autre. Ainsi, pour 69 % de Français, la société actuelle évolue vers trop d'assistanat. Une idée majoritaire à l'UMP et au FN, loin d'être négligeable au PS.

DES CLIVAGES QUI S'ACCROISSENT

De la même façon, l'étude montre que l'idée « *il y a trop d'étrangers en France* » est présente dans toutes les familles politiques, bien qu'à des degrés divers. Pourtant l'attitude à l'égard du FN reste majoritairement hostile. Le parti

frontiste est toujours largement perçu comme un parti d'extrême droite, xénophobe et dangereux. À noter cependant qu'un tiers des personnes interrogées estime que celui-ci pourrait gouverner. Pour Pascal Perrineau, ce désamour du politique et cette fracture sociale ne sont pas nouveaux, mais tendent à s'accroître. « *Le temps politique est long et a du mal à s'adapter au temps social et économique bien plus rapide* ».

Un fait qui, selon lui, explique également cette envie « *d'autres choses* » et ce retour d'une volonté autoritaire, minoritaire mais présente. Pour Pascal Perrineau, « *toute une série de clivages (de classe, état fédéré-centralisé...), ont été mis en place à la fin du XIX^e et XX^e siècle. Ces clivages ont été gelés pendant un siècle et aujourd'hui, ils se défont. De fait la société est plus difficile à lire* ».

LA FORMATION, UN DROIT DU TRAVAIL



Pascale Gérard animait un atelier consacré à la sécurité sociale professionnelle, afin de nourrir la réflexion et l'action poursuivies par le Parti socialiste depuis plusieurs années.

La secrétaire nationale au travail, à l'emploi, et à la formation professionnelle a rappelé la doctrine rédigée par le Parti socialiste en 2011 qui définit la sécurité sociale professionnelle comme le droit à la qualification, à la requalification et à la mobilité protégée comme un droit pour tous, effectif, tout au long de la vie professionnelle. Un objectif qui n'est pas encore atteint, mais qui compte des avancées comme le compte personnel de formation.

Cet atelier s'est concentré autour des prochaines étapes : améliorer l'efficacité du compte personnel de formation, créer le compte personnel d'activité, développer l'apprentissage etc. Le compte personnel de formation est né

de la conviction qu'il était essentiel de « *construire des outils pour cumuler des droits au moment des transitions professionnelles* » a expliqué Catherine Beauvois, secrétaire générale du Conseil national de l'emploi de la formation et de l'orientation professionnelle. 1,7 million de comptes sont déjà ouverts et 33 000 dossiers ont été validés dont deux tiers sont ceux de demandeurs d'emploi.

DÉVELOPPER L'APPRENTISSAGE

La formation professionnelle « *est un droit du travail* » estime Denis Robillard, député du Loir-et-Cher, qui a travaillé sur la création du compte personnel de prévention et de pénibilité. 1 salarié sur 5 dispose désormais de ce compte qui peut remplir très rapidement le compte personnel de formation (au minimum 500 heures de formation par an) et permettre aux salariés en situation de pénibilité de se former et changer d'emploi.

Ce qui ne dédouane pas les employeurs et les entreprises qui ont toujours l'obligation d'adaptation et de maintien de l'employabilité.

Enfin, Marion Canales, secrétaire nationale en charge de l'apprentissage a vanté les mérites de l'apprentissage qui concourt à l'insertion des jeunes dans l'emploi et au dynamisme des entreprises. Le plan de mobilisation annoncé par le Premier ministre au mois de mai sera l'enjeu de la rentrée scolaire et politique. Pour Marion Canales, à quelques mois des élections régionales, il est essentiel de mettre la droite face à ses échecs à ce sujet et de marteler que la gauche, ce sont des régions qui mettent en place des outils pour lutter contre le décrochage des jeunes.

En conclusion, Pascale Gérard a rappelé que l'accès au premier niveau de formation est « *le premier pas vers la sécurisation professionnelle* ».

VERS UN MEILLEUR PARTAGE DES RICHESSES



Les leaders du mouvement syndical se sont retrouvés à La Rochelle pour défendre l'environnement et les travailleurs.

Face au changement climatique, il faut une transition écologique mais également sociale et économique de nos sociétés. Il ne faut pas simplement repenser nos façons de consommer l'énergie et les biens, il faut revoir nos manières de produire, de travailler, d'aménager et même de se déplacer. Avec la transition écologique, un nouveau modèle de développement et de production est possible, plus vert mais aussi plus juste, avec de nouveaux droits et pour un travail décent.

Marylise Léon, Secrétaire nationale à la CFDT, a débuté son intervention en précisant : nous ne vivons pas une crise économique mais une véritable mutation : « *il nous appartient d'inventer un nouveau modèle de production, une économie de la qualité qui passe par un meilleur partage des richesses qu'elles soient économiques ou naturelles, voilà ce qui portera le développement. Les questions d'emplois ne sont pas des conséquences de la transition écologique mais bien la clé de la réussite* ». Mais avant

de franchir le pas d'une nouvelle économie, il est impératif que les salariés comprennent comment ils vont devoir évoluer dans leur parcours professionnels, et plus précisément dans leur entreprise. En ce sens, la négociation, l'information et la concertation qui sont au coeur de l'ANI (accord national interprofessionnel) voté en 2013 constituent un point d'appui pour les mutations à venir : « *Les représentants des salariés peuvent consulter la vision, la stratégie à court et moyen terme de l'entreprise dans laquelle ils travaillent, y sont parties prenantes mais peuvent aussi anticiper les changements que leur emploi va connaître : qu'ils s'agissent de compétences ou de qualifications* ».

QUESTION SOCIALE

Les intervenants ont tous insisté sur un point : les dommages sur l'environnement ne peuvent être dissociés de la question sociale. Et si notre responsabilité, individuelle mais aussi collective est engagée, il nous appartient d'être à l'initiative de propositions concrètes. Carole Couvert Présidente de la CFE-CGC a présenté des mesures applicables aux entreprises, comme la création d'une Commission RSE dans laquelle les salariés pourraient mettre

en débat les comportements socio-environnementaux de leur entreprise, l'identification des filières amenées à disparaître pour anticiper les reconversions ou encore la valorisation de l'économie circulaire.

Comme l'a regretté Pascale Coton, Secrétaire générale de la CFTC, dans l'histoire du Travail, la dimension environnementale a souvent été vue comme un frein à l'emploi et à la compétitivité. « *Aujourd'hui, nous la prenons en compte et nous revendiquons le fait qu'elle doivent faire partie des négociations au sein de l'entreprises : qu'il s'agisse des traitements de ses déchets, de ses dépenses énergétiques, ou d'instaurer du covoiturage pour ses salariés, il appartient à l'entreprise de se saisir de ces sujets pour préserver et améliorer le bien commun* ».

Marie-Claire Cailletaud, de la CGT, souhaite arriver à « *un autre mode de développement* » qui place l'homme au centre et « *qui s'attaque aux défis auxquels on est confrontés : la production, la consommation, les transports, l'urbanisme, les circuits courts, l'économie circulaire, toute l'organisation de la vie collective et des rapports sociaux* ». Selon elle, cela ne se fera pas sans arriver à la réindustrialisation de la France. « *Comment recycler de l'acier sans appareil productif sur notre territoire?* », s'interroge-t-elle. « *Il faut que cette Cop 21 soit la conférence des travailleurs*, abonde Stéphane Lardy, de FO. *Nous ne dissociions pas, dans le changement climatique, dans la transition écologique, les questions économiques et environnementales et les questions d'emploi.* »

Bernard Thibault, délégué travailleur à l'OIT (organisation internationale du travail) confirme que « *le statu quo n'est pas tenable d'un point de vue social non plus* » : dans le monde un quart des travailleurs vit avec moins de deux dollars par jour. Et ce sont aussi les plus pauvres les premiers touchés par les effets du réchauffement climatique.

« NOS DIRIGEANTS DOIVENT ÊTRE AMBITIEUX »



Face au péril qu'est le changement climatique, la société est la première touchée et elle doit donc s'engager.

Question cruciale par excellence, le changement climatique est au cœur de cette troisième plénière des Universités. Après les partis et les syndicats, place aux engagements de la société civile. Sept acteurs ont répondu présent pour ce nouveau débat. « Je suis très fier que le réchauffement climatique prenne cette place. Sans la société scientifique, nous ne serions pas aujourd'hui à parler de climat », s'est réjoui Jean Jouzel, climatologue et vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). L'ancien prix Nobel de la paix a rappelé l'importance de l'objectif de limiter leur réchauffement à deux degrés.

« Si on ne fait rien, nous ferons face à quatre à cinq degrés à la fin du siècle. C'est la même différence par rapport à la dernière période glaciaire il y a 20 000 ans », a rappelé l'expert, affirmant que « nous ne pourrions pas réparer nos erreurs dans cinquante ans ». Cette décision est un choix éminemment politique qui s'appuie sur des observations très claires.

“ TOUS LES EFFORTS FAITS POUR LE DÉVELOPPEMENT RISQUENT D'ÊTRE ANÉANTIS PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, S'INQUIÈTE CLAIRE FEHRENBACH, DIRECTRICE GÉNÉRALE D'OXFAM FRANCE. CA VA ÊTRE UN FACTEUR MULTIPLICATEUR. ”

Un constat que partage la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo. « Les États ne peuvent pas s'en tenir à des annonces. Nous sommes face à un problème qui concerne la planète toute entière », réaffirme l'édile soulignant que pour la première fois de nombreuses collectivités, dont 1 000 mairies, sont invitées à participer à la COP21.

« Un peu plus de 54% de la population mondiale vit dans les villes. Mais chaque jour, les espaces urbains s'accroissent de l'équivalent de la taille de Paris. Les villes doivent être des acteurs », assure-t-elle.

AGIR SUR LES CAUSES DU RÉCHAUFFEMENT

Chez Oxfam France, le réchauffement climatique est également une préoccupation quotidienne. L'association de solidarité internationale qui lutte contre la pauvreté rappelle les enjeux globaux de cette question.

L'association appelle à agir sur les causes du réchauffement, notamment en France. « On sait que 80 % des émissions de CO₂ viennent des énergies fossiles particulièrement du charbon, explique Claire Fehrenbach, et la France est le cinquième plus gros financeur mondial du charbon. Des fleurons de l'industrie française comme EDF émettent autant de CO₂ que l'Autriche ou la Colombie. »

Même appel à agir de la part de Delphine Blumereau, présidente de Climates, de Marion Richard, responsable Climat et Développement Réseau Action Climat et du vice-président de France Nature environnement, Michel Dubromel. « Les élections régionales auront lieu à peu près au moment de la COP21. Les régions doivent agir », lance Marion Richard.

Pour France Nature environnement, la COP21 est également l'occasion pour ses 800 000 membres de montrer les solutions qu'ils proposent au quotidien. « Devant la mobilisation des citoyens, nos dirigeants doivent être ambitieux », affirme Michel Dubromel.

Un appel entendu par Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international. « Je fais peser mon modeste poids pour rappeler les engagements que nous avons pris », assure le ministre rappelant cependant que l'accord devra être voté par les 195 pays. Pessimiste ou optimiste, Laurent Fabius cite Léon Blum « Je le crois parce que je l'espère », se disant prudemment optimiste. « Mais certains indices sont positifs. Je remercie notamment les scientifiques du Giec qui ont établi une vérité, salue le ministre. Ils ont rendu très difficile le climatoc-scepticisme mais il y a le climatoc-fatalisme ».

RÉPONDRE AUX ANGOISSES D'UN MONDE ANXIOGÈNE



La gravité de la situation internationale interfère directement sur la situation politique en France. Jean-Marie Le Guen et Hubert Védrine se sont interrogés sur l'état du monde.

Dans un monde où l'information circule de plus en plus vite, « nos concitoyens sont très attentifs à ce qu'il se passe dans le monde, et ont le sentiment qu'il y a une interaction forte avec leur vie quotidienne », a constaté Jean-Marie Le Guen. Cette analyse a des conséquences sur les élections nationales. « Il est nécessaire de répondre à ces angoisses créées par un monde très anxiogène ».

Hubert Védrine, s'il relève quelques améliorations comme un début de prise de conscience de la crise écologique, partage le constat d'un monde dans une situation grave, avec un impact direct sur la vie des Français. « Aucune évolution naturelle ne va dans le sens de ce que l'on veut », a-t-il expliqué, constatant l'inquiétude de la gauche européenne.

De nombreuses crises secouent le monde. D'abord, il y a les affrontements en cours dans le monde musulman. Celui entre les chiïtes et les sunnites, qui déchire le Moyen Orient. Et celui entre « les dingos absolus » et les modernistes, qui « prend des formes terroristes ». « Le Moyen Orient conjugue ces deux crises, et est en train de se désagréger ». Face à ces affrontements, « on est terriblement impuissants ».

MIGRATIONS ET VALEURS

Les questions des migrations et de l'asile ébranlent les valeurs de nos sociétés. « On est dans un dilemme terrible », a souligné Hubert Védrine pour qui il n'existe pas de solutions simples « tout ouvrir ou tout fermer ». La bonne réponse qui tarde c'est d'« harmoniser les règles dans l'espace Schengen », c'est-à-dire « être prêts à accueillir plus généreusement les demandeurs d'asile, ceux qui sont en danger comme les Syriens, tout en clarifiant d'autres cas, par exemple en affirmant que les gens des Balkans ne peuvent pas obtenir l'asile ». Jean-Marie Le Guen a regretté que la

gauche n'aborde pas assez ces questions migratoires, face à l'opinion publique. « Il faut avoir la solidité de l'économie pour supporter le choc » a-t-il relevé, en insistant sur le lien entre notre force économique et nos valeurs. Hubert Védrine a détaillé les « réponses automatiques de la gauche », qui aujourd'hui ne fonctionnent plus face à la multiplicité des crises. « On dit : "il faut une politique extérieure de gauche". Mais qu'est-ce que cela signifie ? Qu'est-ce qu'on pense sur le Proche Orient ? Est-ce qu'on est pour ou contre l'ingérence en matière d'interventions extérieures ? On peut être de gauche et avoir des positions différentes sur toutes ces questions. Les droits de l'Homme seuls ne font pas une politique extérieure, ils en sont une composante. »

Pour l'ancien ministre, il est important de faire de la pédagogie, et la seule qui vaille « c'est la réalité », même si « ça va contre les utopies et que c'est parfois désespérant » car « c'est une marque d'honnêteté intellectuelle ».



NE PAS CÉDER AUX PRESSIONS



Dans un contexte démocratique menacé par le terrorisme, la liberté de la presse apparaît de plus en plus en danger. Qu'en est-il réellement ? Comment la défendre ?

Quelques mois après le terrible attentat qui a touché la rédaction de Charlie Hebdo, la liberté de la presse se trouve plus que jamais au cœur du débat politique et sociétal. Les journalistes peuvent-ils encore tout dire et les dessinateurs rire de tout ? La tentation de la censure n'est-elle pas de plus en plus présente ?

Des questions auxquelles ont tenté de répondre les participants à cette conférence organisée en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès. Avant l'ouverture du débat, le public était invité à la projection de deux documentaires : « Les Gens du Monde » sur le fonctionnement de la rédaction du quotidien du soir et « C'est dur d'être aimé par des cons » relatant le procès intenté en 2007 à Charlie Hebdo après la publication par l'hebdomadaire des caricatures danoises de Mahomet. Les réalisateurs respectifs de ces reportages, Yves Jeuland et Daniel Leconte, étaient présents pour parler de leur travail

aux côtés de Nicolas Chapuis, journaliste politique au Monde. La question des pressions que peuvent exercer les actionnaires sur leurs journaux, évoquée dans le documentaire sur Charlie Hebdo, s'est rapidement retrouvée au centre du débat.

ACCÉLÉRATION DU TEMPS MÉDIATIQUE

À l'heure des pétitions pour sauver les Guignols de Canal +, Daniel Leconte s'est demandé si la chaîne cryptée aurait soutenu le film aujourd'hui comme elle l'a fait à l'époque. Mais du côté du Monde, Yves Jeuland l'affirme : « J'ai filmé pendant cinq mois tout ce que j'ai vu et entendu et les actionnaires n'apparaissent pas dans le film ». Pour Nicolas Chapuis qui connaît bien la rédaction, il n'y a pas au Monde d'intervention directe de l'actionariat, même s'il peut toujours y avoir des jeux d'influence. « Souvent ils font part de leur mécontentement après la publication, j'espère que cela prouve que l'on a une certaine liberté », explique le journaliste.

Pour Daniel Leconte, il n'y a pas de doute : « oui, les pressions des action-

naires existent mais ce n'est pas une fatalité d'y céder » rappelant que Denis Jeambar en 2007 a décidé de publier les caricatures de Mahomet dans l'Express malgré le mot d'ordre de son actionnaire Dassault. Alors la presse est-elle toujours libre ? C'est indéniable les médias ont irrémédiablement changé ces dernières années, les canaux d'informations se sont multipliés. « Avec cette accélération de l'actualité, la question de la liberté dans la presse est surtout celle des moyens, celle du temps ». Un point de vue partagé par Yves Jeuland. « J'ai beaucoup filmé les politiques, c'est la première fois que je filme une rédaction. Je serai un piètre journaliste car je suis lent. C'est pourquoi j'ai choisi le documentaire qui donne du temps », souligne celui qui a notamment réalisé un documentaire sur l'ultime campagne de Georges Frêche.

Emu, Daniel Leconte est revenu sur le sujet de l'hebdomadaire satirique. « Charlie m'a prouvé que l'on pouvait dire des choses importantes sans être graves et ils ont défendu la liberté d'expression au prix de leur vie. C'est pour moi une leçon de journalisme incroyable », a conclu l'ancien grand reporter.



« NOTRE AMBITION EST DE TRANSFORMER L'EUROPE »



L'Union européenne fait face à une crise économique, sociale, environnementale sans précédent, qui ébranle la confiance des citoyens. Comment faire renaître l'envie d'Europe ?

« L'accumulation des crises nous interpelle », a relevé Pervenche Bérès énumérant à la fois la crise des migrants, qui « embarrasse nos humanismes », l'Ukraine et la Russie, les menaces sur la planète qui questionnent notre modèle économique, mais aussi « la crise des politiques européennes ». Et la députée européenne de s'interroger : « la construction européenne ne peut-elle pas disparaître, comme l'URSS en son temps ? » Les socialistes ont une responsabilité pour « faire l'Europe que nous voulons ».

« Notre ambition est de transformer en réorientant », a expliqué Philip Cordery, SN à l'Europe. « Ce que l'Europe représentait hier a tendance à s'éloigner des jeunes générations qui n'ont pas connu la guerre, mais qui vivent au quotidien la crise et le chômage de masse. » Pour eux, l'Europe n'est plus une évidence. « Redonner un sens à l'Europe, c'est faire vivre les valeurs qui ont fondé sa création ». Il a insisté sur l'importance de la création d'un gouvernement économique de la zone euro car sinon, « comment mener une politique budgétaire coordonnée quand les Etats sont en concurrence fiscale et salariale ? »

“ JAMAIS L'EUROPE N'AVAIT CONNU UN TEL APPAUVRISSEMENT ”

Les prochaines générations risquent d'être celles qui vont subir la déconstruction européenne, s'est inquiété Guillaume Bachelay. Partout surgissent « des forces réactionnaires, anti-européennes, dont le projet est la destruction de l'Europe ». Face à l'impasse de la droite, la menace des populismes, les socialistes doivent revendiquer des avancées. Car sans les socialistes européens, il n'y aurait pas eu de plan Juncker, pas d'union bancaire, pas de garantie jeunesse. Désormais, il faut œuvrer à « l'approfondissement de l'Europe », avec comme première urgence la solidarité à l'égard de la Grèce. Il faut également investir en Europe : pour Guillaume Bachelay, la capacité d'emprunt de la zone euro est une ressource inexploitée pour augmenter le budget de l'UE.

Enfin il a plaidé pour « un engagement des Européens » en faveur de la culture, du savoir, des convergences sociales : instauration d'un Smic européen et de la clause de l'Européenne la plus favorisée.

De son côté, Benoît Hamon a commencé par revenir sur le drame des migrants, jugeant que « nous pouvons, nous devons faire mieux ». « S'il y avait une politique publique d'accueil des réfugiés, ils ne mourraient pas aux mains de leurs passeurs », a-t-il regretté, rappelant que « s'ils cherchent refuge, c'est parce qu'ils viennent de territoire en conflit ».

Pour Benoît Hamon, l'un des autres grands sujets d'actualité en Europe, c'est la négociation du traité transatlantique. « Est-ce que la tâche de l'Europe est de construire un grand marché intérieur régulé par un tribunal arbitral privé, où des entreprises pourront se retourner contre des Etats si leurs législations leur fait perdre des parts de marché ? » s'est-il demandé. En France environ 65% du PIB est lié au commerce intra-européen. Or, demain, avec le traité transatlantique « une grande part de ces échanges ne se feront plus ». « Dans l'état où est l'Union européenne, où les solidarités sont si faibles, peut-on construire un partenariat qui n'aurait comme conséquence que d'affaiblir les échanges européens ? » Selon Benoît Hamon, les socialistes doivent tout faire pour empêcher l'existence de ce traité.

Michel Sapin a relevé que « jamais l'Europe n'avait connu un tel appauvrissement depuis la crise de 2008 ». Et cela crée « des réactions redoutables, avec la montée des nationalismes, des populismes, qui pensent qu'en reconstruisant les frontières on va trouver les solutions. » Pour le ministre la réorientation de la politique économique est essentielle afin de répondre à cette crise de confiance. Et les solutions ne peuvent être qu'européennes. La question des migrants « n'est pas que technique, elle est identitaire ». « Sommes-nous capables d'avoir une même politique d'accueil des réfugiés ? de dépasser les égoïsmes nationaux sur le sujet ? » Et le ministre de regretter que les pays de l'est, qui ont bénéficié de la solidarité européenne lors de leurs adhésions soient aujourd'hui les premiers à reconstruire des murs.

RASSEMBLER LA GAUCHE



C'est l'actualité politique de ces prochains mois. Comment le parti socialiste va-t-il aborder les élections régionales du mois de décembre ?

La gauche n'a pas à rougir de son bilan dans les 21 régions qu'elle dirige. Mais « les attentes des Français sont grandes », a rappelé Frédérique Masson en introduction. Plus grandes, les 13 nouvelles régions doivent conserver leur proximité avec ses habitants, tout en étant compétitives au niveau européen.

Le politologue Brice Teinturier décrit une « distance » entre le politique et l'opinion publique. « Nous avons des électeurs qui ne sont pas du tout impliqués dans les élections régionales », a-t-il relevé. Car les régions ne sont pas des territoires dotés d'une identité forte. Quant à l'entité administrative, les électeurs connaissent peu son champ d'action et ses réalisations. Les bilans sont « peu perçus ». Face à ce paysage

compliqué, le discours politique a du mal à créer de l'attention, et à faire valoir la différenciation entre la gauche et la droite. Le politologue voit tout de même « un socle pour le vote socialiste » : « Il y a une possibilité d'accrocher malgré tout les électeurs autour d'un certain nombre de réalisations, et travailler la question du bilan. » Il faut également appuyer les différences entre la gauche et la droite, sur les questions des inégalités, de la protection, des politiques culturelles...

“
**CE QUI FERA
L'ELECTION, C'EST
NOTRE COHÉRENCE
ET NOTRE VISION
DE L'AVENIR**
”

« Nous avons besoin de prendre soin de nos concitoyens et de les retrouver pour fonder avec eux un contrat sur la

confiance », a estimé Pierre de Saintignon, ce qui nécessite d'être « lucide et combattif ». Il a insisté sur l'importance du dialogue avec les électeurs pour faire valoir le bilan de la majorité en terme d'emplois, de santé au travail, de transition énergétique, d'économie circulaire... Pour lui « l'emploi sera la priorité » de ces élections, avec « la volonté de promouvoir un modèle économique nouveau ».

Alain Rousset a également pointé l'importance de faire de la pédagogie pour « expliquer les compétences », et vendre son bilan. Parmi les nombreux défis qui se posent aux collectivités locales, il a cité en premier l'emploi et l'économie. « Est-ce qu'on se dit que l'avenir de nos territoires, ce sont de nouvelles entreprises et pas d'anciens emplois ? Comment explique-t-on que les nouvelles technologies de santé, le numérique, sont des opportunités et pas simplement des risques ? » Pour Alain Rousset, « nous devons être décomplexés à l'égard de la droite sur nos compétences en matière de création, de créativité ».

Dans sa région, Carole Delga est confrontée à un contexte politique difficile, avec un FN élevé et des divisions à gauche. D'où sa volonté de rassembler « pour continuer à mener une politique de gauche ». Elle a souhaité s'appuyer sur les bilans pour « démontrer concrètement ce que c'est » : emploi, bourses, trains à 1 euro, accessibilité, protection de l'environnement... « les candidats pour ces régionales doivent être les candidats du quotidien », a-t-elle estimé. « La France une et indivisible ne sera renforcée que si on reconnaît les spécificités des territoires et que si on leur donne de la fierté ».

« La gauche aborde cette élection régionale de façon fragmentée », a regretté Christophe Borgel, concentrant son intervention sur la question de l'unité. Le Front de gauche se dispute sur la stratégie à suivre. EELV étale ses divisions. « J'ai du mal à comprendre comment on peut avoir dirigé ensemble des régions, pendant six à dix-huit ans, et s'avancer de façon divisée, durement concurrente, dans les semaines qui vont nous rappro-

cher du mois de décembre », s'est interrogé le député. Pourtant « tous les sondages montrent que la demande d'unité et de rassemblement existe dans l'électorat de gauche ». Cette unité est particulièrement indispensable en Paca et dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, deux régions où le risque FN est prégnant : « On voudrait que les socialistes acceptent la division de la gauche et laissent le risque que la famille Le Pen dirige les deux régions où la question des migrants, soit dirigée par des gens qui veulent les renvoyer à la mer, a contesté Christophe Borgel. Mes camarades, nous ne l'accepterons pas. Cette unité, c'est une attache centrale, unité en Paca, dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, cette unité, nous devons la porter dans tout le pays ! »

« Ce qui fera l'élection, c'est notre cohérence et notre vision de l'avenir, a prévenu Claude Bartolone. Sans notre unité, nous n'aurons pas la force pour donner envie à ces électeurs, à ces électrices, qui se sont éloignés des urnes, de venir

les 6 et 13 décembre pour voter. » Rendant hommage au bilan de Jean-Paul Huchon, qui a tout fait pour rattraper le retard en terme de transports, de construction de lycées etc, Claude Bartolone a souligné que c'était le bilan « de la gauche rassemblée, des socialistes, des communistes, écologistes, qui ont travaillé ensemble, même en désaccord sur le jugement à porter sur la politique gouvernementale ». Il en a appelé à la famille des réformistes, ceux qui ne veulent pas de la droite ni de l'extrême droite, afin de bâtir l'unité. « Si nous voulons que ces élections régionales soient un moment, bien entendu local, mais soit un moment politique, et je le dis, n'ayez pas peur de mettre toutes les composantes de la gauche qui veulent se rassembler, parce que ça doit être aussi un moment d'affirmation politique. Oui, nous avons des différences avec la droite dure, oui, nous avons toutes les différences avec l'extrême droite. Oui, nous avons ces différences, et nous devons les assumer ! »



MISER SUR UNE ÉCONOMIE INTERCONNECTÉE



L'économie du nouveau monde est une économie interconnectée, humaine et relocalisée préparant la transition énergétique. Le numérique représente un potentiel de croissance et d'emploi.

L'économie du nouveau monde est une économie interconnectée, humaine et relocalisée préparant la transition énergétique. Le numérique représente un potentiel de croissance et d'emplois alors même que la montée en puissance d'un modèle d'économie collaborative où les consommateurs sont aussi producteurs est susceptible de remettre en question notre modèle de production de biens et de services.

L'auto-consommation d'énergie est un bon exemple : aujourd'hui, grâce à la baisse significative des coûts technologiques, les consommateurs peuvent produire leur propre électricité sur place à partir de sources renouvelables (l'énergie solaire ou éolienne, notamment) et la consommer intégralement ou en partie. Ainsi, les consommateurs-producteurs peuvent faire des économies en produisant leur électricité plutôt qu'en l'achetant.

En France, Ségolène Royal a entériné la candidature de 212 territoires à énergie positive (communes, agglomérations, départements, parcs naturels, pays) visant à l'autonomie énergétique et donc entrant dans la voie d'une auto-consommation à l'échelle de quartiers ou de petites unités rurales.

Dans le secteur de la mobilité, l'économie collaborative pose la question de l'emploi, de l'organisation du travail, de l'encadrement juridique de la protection des données personnelles. On l'oppose à l'économie de service à la demande qui a tant fait parler d'elle cette année : chauffeurs, courses, restaurants, ménage, linge, parking... des services de travailleurs indépendants accessibles depuis une plateforme Web ou une application mobile.

NE PAS OUBLIER LES DROITS DES SALARIÉS

Or les législations françaises, allemandes ou californiennes, par exemple, imposent à ces entreprises de garantir un salaire minimum, de cotiser pour leur retraite et leur couverture santé, et leur rembourser leurs frais (essence, assurance...). « *la France constitue l'un*

de ses plus gros marchés, mais, tout comme pour Airbnb, UberPop ne respecte pas les lois françaises en matière de formation, sécurité, impôts, etc, a rappelé Axelle Lemaire. Il ne faut pas que les évolutions numériques soient l'occasion de remettre en cause la protection des salariés »

Stéphane Delpéyrat, vice-président du Conseil régional d'Aquitaine, a rejoint la Secrétaire d'État au Numérique sur ce point : la qualité du service, excellente fût-elle, ne doit pas nous conduire à tirer vers le bas les normes de protection des salariés, et cela passe avant tout par une meilleure éducation populaire au numérique des jeunes et des moins jeunes. En effet, le numérique pose la question du prix du service avec des consommateurs qui aspirent à la quasi-gratuité.

Mais le numérique traverse également les champs politiques, démocratiques et économiques : en passant au-dessus des règles posées pour réguler l'économie, assurer les droits des salariés, mais aussi prélever l'impôt pour la collectivité, il mérite un encadrement clair pour protéger nos travailleurs et notre qualité de vie.

FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



L'idée d'une fiscalité écologique est à la fois applaudie et décriée. Mais d'abord, de quoi parle-t-on exactement quand on évoque une fiscalité au service de la transition écologique ?

Frédérique Espagnac a réuni Lorelei Limousin, membre du Comité pour la fiscalité écologique au nom du Réseau Action Climat, Christophe de Perthuis, Professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine, fondateur de la chaire d'économie du climat et Daniel Vasseur, économiste, afin de faire le point sur ce qui a été fait et ce qu'il reste à faire en matière de fiscalité écologique. Et surtout, comment le faire ?

La fiscalité dite « écologique » ne se définit pas, comme les autres fiscalités, « par son usage, mais par son assiette » a expliqué Christophe de Perthuis. Ainsi, c'est un type de pollution qui est taxé : « En taxant la pollution on va la rendre plus coûteuse et donc changer les comportements ».

C'est le point qui fait grincer des dents : comment créer une nouvelle fiscalité, tout en s'assurant le respect de la jus-

tice sociale ? L'économiste Daniel Vasseur rappelle que « l'écologie ne doit pas être l'ennemi du social ». Or à ce jour, la plupart des mesures de fiscalité écologique reviennent à taxer la consommation, ce qui par définition est injuste et qui ne correspond « pas vraiment à l'idéal socialiste » ajoute-t-il, avant d'expliquer que c'est l'adaptation à de nouveaux usages, la transition en elle-même qui a un coût. Cette adaptation, « nous, socialistes, nous tenons à ce qu'elle soit répartie équitablement ». Selon lui, la question de la fiscalité écologique doit s'intégrer à une réforme fiscale plus ambitieuse.

TAXE CARBONE

Pour rester une réforme juste, la fiscalité écologique doit être une « fiscalité de substitution », et non une fiscalité additionnelle. Ainsi, « chaque euro supplémentaire qui va taxer la pollution, doit être compensé par la baisse d'un autre impôt ».

Le système actuel n'en est pas juste pour autant. Comme l'a souligné Lorelei Limousin, les niches fiscales domageables à l'environnement bénéficient principalement aux classes les

plus aisées. La fiscalité écologique pourrait donc permettre à la fois de financer la transition écologique, et la lutte contre la précarité énergétique. Si l'enjeu de la transition écologique est planétaire, les moyens pour y parvenir sont d'abord nationaux. Ainsi en est-il de la taxe carbone. Christophe Perthuis a souligné que « l'enjeu majeur est d'élargir très rapidement une tarification internationale du carbone ». Or pour l'instant, peu de pays l'ont fait. En France, c'est François Hollande qui s'en est chargé, mais trop timidement selon Lorelei Limousin qui évoque « un prix bas, trop bas ». Plus globalement, cette dernière doute que la décision de mettre fin aux subventions des énergies fossiles soit prise lors de la COP21, mais il « faut commencer au niveau national ». « Pour avancer vers un futur énergétique plus sûr et plus sain, il faut aller vers le 100% renouvelable », a-t-elle ajouté.

De son côté, Christophe de Perthuis a évoqué l'importance de la transition écologique dans la géopolitique mondiale, quand la plupart des conflits actuels sont énergétiques. Il s'interroge donc sur « des instruments économiques qui seraient assez puissants pour modifier progressivement ces comportements internationaux en matière de géopolitique. »

La mise en place d'une fiscalité écologique suscite donc encore de nombreux questionnements, bien que la nécessité de mettre en place une fiscalité taxant la pollution ou finançant la transition énergétique semble faire consensus.

Une autre difficulté s'ajoute encore : la fiscalité écologique vise à taxer la pollution pour changer les comportements. « Vendre une taxe qui vise à tuer son assiette pose un vrai problème » a donc ajouté Christophe de Perthuis.

Le mot de la fin, on pourrait le laisser à Daniel Vasseur : « Il ne faut pas séparer l'écologie, les institutions et l'économie. C'est à nous, aux politiques de mettre tout cela en cohérence. »

« LE VIVRE ENSEMBLE N'EST JAMAIS ACQUIS »



Les hommes naissent libres et égaux en droit... oui mais qu'en est-il du reste de leur vie ? se sont interrogés les intervenants de la table ronde.

Avec le choc des attentats des 7 et 9 janvier, « nous avons constaté dans notre chair que nous pouvions être tués parce que journaliste, parce que policier, parce que juif. Le vivre ensemble n'est jamais acquis pour toujours », a regretté Marie-Pierre de la Gontrie en introduction de la plénière consacrée à « La République pour la liberté ».

Bruno Le Roux, président du groupe socialiste, républicain et citoyen, s'est félicité de ce questionnement rappelant que celui-ci fonde une des grandes différences avec le camp adverse. « Pour la gauche, il n'y a de valeurs que dans la combinaison des valeurs liberté, égalité, fraternité. La droite a fait le choix de ne plus les conjuguer », a assuré le député de Seine-Saint-Denis. « Notre ADN, c'est que l'un ne va pas contre l'autre. Et ça nous devons l'assumer très clairement », a-t-il ajouté. Cette liberté attaquée, donc en danger, doit être associée à la laïcité, et replacée au cœur du débat et du projet.

Insistant sur la défense de la démocratie et des libertés, l'élu est revenu sur le thème actuel de l'immigration. « Il faut avoir les idées claires sur la question des migrations : ces gens n'ont pas besoin de vivre mieux, mais juste de vivre tout court », a-t-il affirmé invitant le PS à agir pour pouvoir être fier de son action.

“
LA RÉPUBLIQUE
NE VA PLUS DE
SOI ET CEUX QUI
LA REMETTENT EN
CAUSE ONT PRIS
LEURS AISES
”

Fierté. Un mot également repris par la ministre de la Culture et de la communication, Fleur Pellerin. « Les libertés individuelles ou collectives sont l'héritage de la pensée des Lumières et de la Révolution, mais c'est surtout le courage de femmes et d'hommes qui ont traduit de grands principes philosophiques. Cette conquête politique, elle est avant tout une conquête de la gauche, a affirmé la

ministre, prévenant : ne laissons pas la droite s'arroger cet héritage glorieux ».

UNE RESPONSABILITÉ IMMENSE DU PS

Cette différenciation gauche-droite est également essentielle pour Karine Berger. « Notre devoir à nous socialistes, c'est de proposer une clarification des règles communes qui assurent la liberté de tous, a-t-elle lancé en affirmant que pour la droite, la fin justifie les moyens, pour la gauche, la fin, c'est les moyens ! ».

Pour Benoît Thiéulin, président du Conseil national du numérique (CNN), la période actuelle vit une révolution rapide et absolument sans précédent. Et ce n'est ni facile, ni anodin. Ce numérique qui bouleverse tout est, pour ce spécialiste de la question, une « opportunité incroyable » mais doit « faire l'objet de nouvelles conquêtes ». « Il y a plusieurs révolutions numériques possibles. La question qui est posée au PS est d'inventer une révolution où l'équilibre est retrouvé entre la liberté, l'égalité et la fraternité », a-t-il assuré.

Invitée de cette plénière, la ministre de la Justice a été portée par un tonnerre d'applaudissements. « L'exigence d'égalité est une idée extraordinairement moderne. Mais ils nous arrivent d'être déçus : la République ne va plus de soi et ceux qui la remettent en cause ont pris leurs aises », a constaté Christiane Taubira. La garde des Sceaux a appelé la gauche à prendre en charge les sujets qui divisent pour ne plus laisser la parole aux adversaires de la République. « Il y a urgence pour nous à renouer avec les catégories populaires, avec les exclus », a assuré la ministre réaffirmant l'immense responsabilité qu'est celle du PS. « Lorsque la gauche s'éloigne des catégories populaires, elle devient infidèle à elle-même, et que le monde change n'y change rien, nos idéaux demeurent, notre mission demeure », a conclu Christiane Taubira.

ŒUVRER POUR LA JUSTICE FISCALE



Comment rendre l'impôt plus progressif pour tous les Français ? Jean-Marc Ayrault et Pierre-Alain Muet ont évoqué des pistes pour aller vers plus de justice fiscale.

La question de la justice sociale, qui passe par une imposition plus juste « est au cœur de la démarche des socialistes », a rappelé Jean-Marc Ayrault, relevant que beaucoup a été fait depuis 2012 (création d'une tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, plafonnement des niches fiscales, taxation des revenus du capital...). Toutefois il reste à faire pour atteindre la progressivité complète. Et cela débute par l'instauration du prélèvement à la source, qui existe déjà dans la quasi-totalité des pays européens.

Mais pour Jean-Marc Ayrault, cela passe également par le rapprochement de l'impôt sur le revenu et la CSG. « La grande majorité des Français paie davantage de CSG que d'impôt sur le revenu, a rappelé l'ancien Premier ministre. C'est un problème. » En effet, contrairement à l'impôt sur le revenu, la CSG n'est pas un impôt progressif. Il touche dès

le premier euro, même les plus bas salaire, à un taux moyen de 8%. En France, les deux impôts qui contribuent le plus au PIB, la TVA en premier, la CSG ensuite, sont donc injustes. D'où cette proposition de fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu. « Il faut créer un impôt citoyen progressif », a affirmé Jean-Marc Ayrault. Cette remise à plat fiscale est une question démocratique et politique. « De moins en moins de contribuables paient l'impôt sur le revenu (47%). Leur nombre se réduit à chaque réforme ponctuelle. » Ce qui risque de renforcer les discours sur l'assistanat. Au contraire, pour Jean-Marc Ayrault, « plus il y a d'adhésion au sens de l'impôt, plus forte est la cohésion de la société ».

ALLER VERS L'INDIVIDUALISATION

Pierre-Alain Muet a toujours été un partisan de l'individualisation de l'impôt, qui existe dans la plupart des pays du monde, « même s'ils imposent aussi davantage les célibataires que les couples ». Le système français qui repose sur la familiarisation et sur la conjugalisation est une spécificité. Sans proposer de le mettre à bas immédiatement, le député a suggéré de le rendre plus

équitable, dans un souci d'égalité entre les hommes et les femmes, qui ont souvent un salaire plus bas. « Quand la différence salariale est importante dans le couple, on impose le bas salaire à un taux trop élevé », a-t-il regretté.

L'individualisation peut rétablir l'égalité. En attendant, le prélèvement à la source en conservant les quotients conjugués et familiaux serait un début : « au lieu d'un taux moyen pour le foyer, on impose chaque salaire en fonction de son propre taux, et on calcule ensuite les avantages des quotients familiaux et conjugués. Cela permet que chacun des deux conjoints soit imposé en cohérence avec son salaire ». Cette avancée serait déjà « considérable » pour l'égalité. « On pourrait en outre laisser la possibilité d'individualiser l'impôt en option ».

Toutefois les deux orateurs sont conscients que toute réforme aussi fondamentale prend du temps. « Le prélèvement à la source n'est que le début, a averti Pierre-Alain Muet. Et c'est déjà très compliqué à mettre en place. Pour arriver à l'unification de l'impôt, il faut compter une dizaine d'années. »

L'ÉGALITÉ RÉELLE, UN DÉFI POUR LA GAUCHE



L'égalité réelle avance quand un progrès social devient un bien pour tous.

Les hommes naissent libres et égaux en droit... comme le reste de leur vie ? Voilà le combat des socialistes, mais aussi le défi principal auquel est confrontée la promesse républicaine d'égalité : celui du réel. L'égalité réelle, tel est le but premier d'une politique de gauche. Pour l'atteindre, elle peut compter sur l'engagement des militants progressistes qui en ont la passion et sur l'action politique du gouvernement qui en a fait son aiguillon depuis 2012.

Cette plénière réunissant notamment Najat Vallaud-Belkacem, Patrick Kanner mais aussi Marisol Touraine et François Duret a abordé les politiques concrètes et actuelles qui permettent de faire reculer les inégalités au quotidien, mais aussi à la source, à l'école de la République.

Najat Vallaud-Belkacem est revenue sur la réforme des collèges : « J'ai eu le sentiment que la recherche de l'égalité, mission de l'école, devenait indifférente à nos concitoyens ». Pour elle, la non effectivité des droits produit de la désespérance. C'est pour cela qu'il

est indispensable de faciliter l'accès aux droits pour rassembler et en proposer de nouveaux. C'est de cette manière que nous parviendrons à cultiver le sentiment d'appartenir au même monde social, et de réunir des intérêts communs.

Et dans ce domaine, la ministre a rappelé que l'École et sa refondation y tiennent une part très importante.

“
**LA NON EFFECTIVITÉ
DES DROITS PRODUIT
DE LA DÉSESPÉRANCE**
”

Preuve de son engagement dans cette bataille culturelle, l'Éducation est devenu le premier budget de l'État, la formation des enseignants a été rétablie, la mise en place de la scolarisation précoce, le dispositif plus de maîtres que de classes, le rétablissement des RASED, l'amélioration de la rémunération des maîtres et la création de 60 000 postes de professeurs d'ici la fin du quinquennat témoignent de cette ambition d'égalité.

Marisol Touraine s'est adressée directement à la droite : « On est pas Républicains lorsqu'on parle "d'assistantat" plutôt que "d'accompagnement et de lutte contre la pauvreté" ! On n'est pas républicains lorsqu'on laisse entendre que la carte bleue pourrait remplacer la carte vitale ! »

La démocratie est plus forte lorsque la solidarité va de l'avant, c'est la base d'une société cohésive.

Les peurs des uns sont entendues et même comprises : « la peur d'être abandonnés par la République, la peur d'un service public inaccessible géographiquement ou la crainte de pas en bénéficier au profit des autres », mais la solution n'est pas à chercher dans plus de libéralisme. Bien au contraire, c'est en approfondissant les droits qui existent et faire en sorte que chacun puisse y avoir accès que l'égalité est réelle. Pour preuve, la modulation des allocations familiales, la garantie des pensions alimentaires ou la généralisation du tiers payant ; « c'est cela la justice, c'est cela de l'accompagnement ».

« LA FRATERNITÉ SE CONSTRUIT »



Quelle place pour la troisième notion de notre devise républicaine dans une société toujours plus individualiste ? Comment favoriser la fraternité ?

Latifa Ibn Ziaten, la mère du soldat assassiné par Mohammed Merah a ouvert les débats sur la fraternité, lors de la dernière plénière sur la République, samedi. Elle a livré un plaidoyer émouvant en faveur de l'éducation. « Si Mohammed Merah avait été bien élevé, bien éduqué, mon fils serait encore là. » Et aujourd'hui, elle est au chevet de ceux qui n'ont rien avec l'association « *Imad Ibn Ziaten pour la jeunesse et la paix* » qu'elle a fondée.

La fraternité est la dernière venue dans la devise de la République, a rappelé Sandrine Mazetier. Or, « *la société de défiance percute la fraternité, ce ciment qui devrait nous rassembler* ». Pour Yann Algan, économiste spécialiste du bien être, c'est une valeur essentielle, qui « *ne se décrète pas* ». « *Nous sommes très loin de la fraternité en France* », a-t-il souligné : « *les Français se distinguent par leur défiance forte envers les institutions et les autres en général* ».

C'est un paradoxe, ils se disent heureux dans le privé, mais très méfiants

envers ceux qu'ils ne connaissent pas. « *Beaucoup considèrent qu'il faut être corrompu pour réussir, mais ne sont pas plus tendres pour les laissés pour compte puisqu'une majorité de Français estime que les chômeurs sont responsables de leur situation* », a souligné l'économiste. En outre, « *nous sommes encore dans une société très hiérarchique où nous n'apprenons pas la collaboration* ». Mais il y a encore de l'espoir car « *la fraternité se construit* ». Cela commence « *dès l'école* », en encourageant le travail collectif, comme le fait Najat Vallaud-Belkacem dans sa réforme du collège, ce qui réjouit Yann Algan.

“
IL N'Y A PAS DE FRATERNITÉ DANS UNE SOCIÉTÉ DE MARCHÉ DOMINÉE PAR L'ARGENT, QUI CHOSIFIE LES GENS
”

Nacer Kettane président de Beur FM a jugé pour sa part que la fraternité n'était pas un penchant naturel de l'homme. Elle ne doit donc pas être « *une posture* », ni « *une déclaration pieuse* », mais se décliner en actes. Le

président de SOS Racisme, Dominique Sopo a lui insisté sur la différence entre fraternité et solidarité, car « *la fraternité n'attend pas de contreparties, c'est un effort éthique* ». Il a constaté « *un manque de mobilisation* » de la société qui devrait « *faire pression sur les politiques* », notamment pour agir sur la situation des migrants. Il a estimé que cette « *effondrement de l'imaginaire de la fraternité* » était lié à la fois à un certain discours politique – Nicolas Sarkozy, entre autres, et ses nombreuses attaques contre des communautés pointées du doigt – et à une série de « *nœuds passionnels* », que l'on préfère mettre sous le tapis : la colonisation, les débats entre juifs et arabes, la question de l'islam etc.

Nadia Bellaoui, secrétaire nationale de la Ligue de l'enseignement, a cité en exemple les associations comme « *lieux où se construisent le mieux la fraternité* ». « *Pour que reculent les inégalités, il faut construire un rapport de force en faveur de la solidarité, développer un sentiment de responsabilité vis à vis de gens que l'on ne connaît pas* », a-t-elle ajouté. Une œuvre forcément collective.

Revenant sur les interventions de ses prédécesseurs, Emmanuel Maurel a contesté la vision de Nacer Kettane sur le penchant naturellement anti-fraternel des hommes. Il a abondé dans le sens de Dominique Sopo, différenciant fraternité, « *je peux être heureux si les autres le sont* », et solidarité, « *l'État considère qu'il faut coopérer pour une société viable* ». Il a ajouté qu'en France, « *une politique fraternelle nécessitait une législation différente sur les étrangers* ».

Et en conclusion, il s'est interrogé sur la compatibilité entre la fraternité et la société capitaliste. Pour lui, « *il n'y a pas de fraternité dans une société de marché dominée par les forces de l'argent, qui chosifie les gens* ». La réponse socialiste « *doit être fraternelle* » et a une implication politique car elle passe par la régulation du marché.

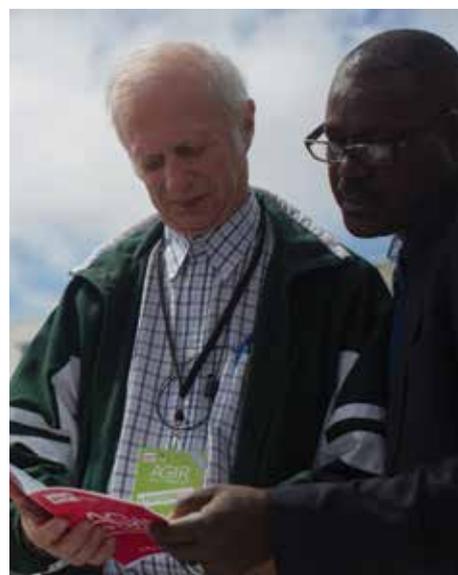
« APRÈS L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ, JE SUIS AU TOP »

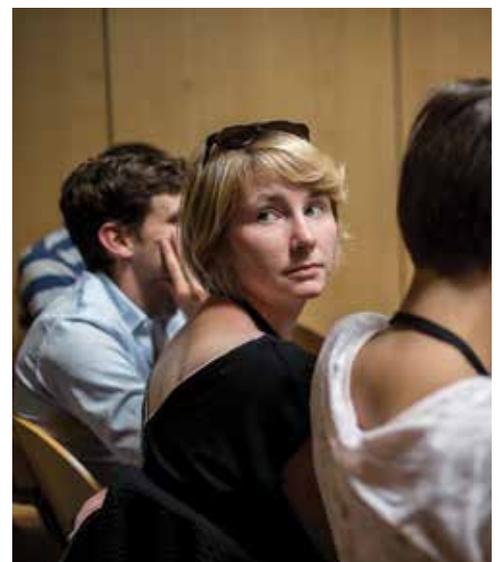
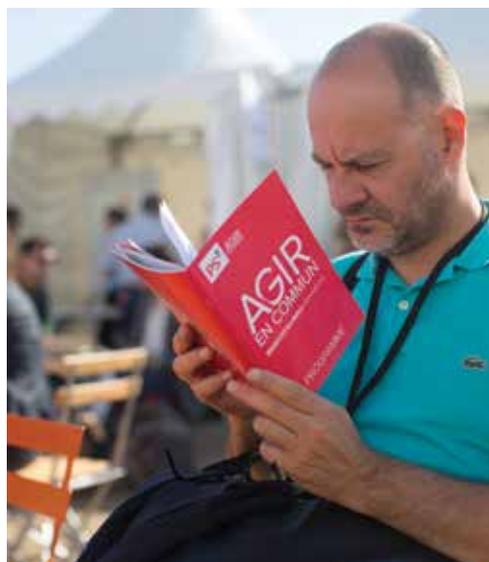
Dans la cour de l'espace Encan, rencontre avec des militants et sympathisants.

Les programmes déjà feuilletés comme éventails inespérés. Par cette caniculaire journée d'août, les militants socialistes ont chaud mais restent mobilisés. Entre deux plénières ou ateliers, la terrasse et les buvettes sont prises d'assaut. Mais le cagnard n'entame en rien l'enthousiasme communicatif de Renée, 69 ans, attablée autour d'un rafraîchissement bienvenu avec une amie. Venue de Saint-Brieuc pour l'occasion, il était impensable pour elle comme pour ses camarades de section de rater cet événement. « *Je viens depuis huit ans. Cela me permet de me ressourcer avant la rentrée, de me donner de l'énergie, explique la secrétaire fédérale. Après les universités, je suis au top.* » Ateliers pour se former, conférences pour échanger, plénières pour écouter, le programme de Renée a été plus que chargé aujourd'hui « *Il y a une ambiance, c'est serein, gai et toujours l'occasion de faire des rencontres étonnantes* », affirme la sexagénaire pétillante. Un lieu pour dire qu'on est fier d'être socialiste ? Toujours ! « *On ne quitte pas un bateau quand il tangue, jamais* », lance Renée lorsqu'elle évoque

les difficultés. Claire assises à sa droite, hoche la tête en signe d'approbation. Un peu plus loin, installée dans un des rares coins d'ombre du parvis. Germaine, 65 ans, a fait spécialement le déplacement depuis Lyon. Sympathisante, non-encartée, c'est la première fois qu'elle vient à la Rochelle. Mais il était important d'être là ce weekend, assure-t-elle. Militante d'association, elle est venue également pour pouvoir rencontrer des élus. « *Ici, j'ai pu discuter avec la ministre qui s'occupe du handicap, j'ai pu entendre madame Taubira, Marisol Touraine ou encore Najat Vallaud-Belkacem. J'ai beaucoup apprécié* », assure-t-elle le sourire aux lèvres, promettant qu'elle reviendra l'année prochaine.

La prochaine plénière va bientôt commencer. On se presse à l'entrée pour essayer de trouver une bonne place avec vue sur le podium. Hélène, 22 ans, papote sur le parvis en attendant que le gros des troupes soit rentré. Pour elle aussi, les universités, c'est une première. « *J'ai ma carte depuis peu, je souhaitais voir comment ça fonctionne, résume la jeune fille qui compte suivre de très près les régionales à venir.* » Et puis c'était important pour moi d'être là aussi pour montrer qu'il y a des jeunes au PS, que nous sommes motivés, qu'il y a de l'espoir », affirme-t-elle.







BÂTISSONS LA SOCIAL-ÉCOLOGIE



DEUX DATES À RETENIR EN PRÉVISION DE LA COP 21

- > **Mercredi 21 octobre** : les dirigeants sociaux-démocrates européens signent une déclaration d'engagement pour le climat
- > **Jeudi 22 octobre** : échange entre la ministre Ségolène Royal et les jeunes Européens à la Bellevilloise